

LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 276

MONTREAL, LE LUNDI 29 NOVEMBRE 1993

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Des ponts entre les voies

Des médiateurs se chargent de maintenir le dialogue entre péquistes et allairistes

Michel Venne

Le trafic est lourd sur l'autoroute à voies multiples de la souveraineté. Si lourd que des bonnes âmes se sont proposées récemment pour y prévenir les collisions, veiller au respect des droits de passage et des limites de vitesse.

Ces entremetteurs ne forment pas un mouvement concerté. Les tractations sont informelles, au téléphone ou à l'occasion de déjeuners privés. LE DEVOIR a pu identifier au moins deux courants, dont les protagonistes préfèrent, pour le moment, rester dans l'ombre.

En premier lieu, il y a des souverainistes de longue date mais qui n'ont pas, ou n'ont plus, de fonction officielle au PQ ni ailleurs. Ces missionnaires-là cherchent à construire des ponts entre les voies, malgré la méfiance qui les sépare. Et à maintenir un dialogue dans le respect mutuel des tendances respectives du Parti québécois d'une part et de ceux que l'on identifie à la troisième voie, d'autre part, les Jean Allaire, Mario Dumont et Jean-Guy St-Roch.

Leur but est double: favoriser le maintien d'un courant souverainiste en dehors du Parti québécois et qui aura un rôle crucial à jouer lors du référendum pour convaincre les souverainistes tièdes ou autres confédéralistes de voter OUI à la souveraineté, tout en veillant à ce que ce courant ne nuise pas aux chances du Parti québécois de prendre le pouvoir aux élections, par la création d'un nouveau parti. La réélection des libéraux de Daniel Johnson empêcherait la tenue du référendum promis;

éviter les déchirements irrémédiables entre les factions, les escandales, les attaques publiques des uns contre les autres, comme celles des Jean Allaire et Mario Dumont contre le Parti québécois. Ils essaient de calmer le jeu.

Ensuite, il y a des gens qu'on appelle, faute de mieux, des nationalistes modérés notamment des gens d'affaires, qui se demandent s'il y a, pour eux et d'autres libéraux déçus, bleus nostalgiques ou étagistes impénitents, une place dans le PQ de Parizeau, comme il y en avait une dans celui de René Lévesque et de Pierre Marc Johnson.

Ils ont entamé récemment des démarches discrètes auprès du futur président de la république laurentienne, dans un but fort simple: sans renier son credo, que M. Parizeau soit plus attentif aux aspirations et inquiétudes des modérés. Si Lucien Bouchard a toujours gardé le contact avec eux, Parizeau leur donne l'impression de les ignorer. Ils attendent de lui des signes tangibles qu'ils sont nécessaires pour les combats à venir. Sans quoi ils resteront sous leur tente, non seulement pour les élections, mais pour le référendum.

Que Parizeau se montre plus attentif aux modérés

En outre, la contre-performance de M. Parizeau le soir des élections fédérales, son envolée triomphale, excessive, vue à la télévision, a désarçonné ces modérés.

Elle a désarçonné également maints militants péquistes. Les répondants téléphoniques du parti et de l'aile parlementaire ont été assaillis pendant dix jours par des partisans fâchés de voir leur chef «en faire trop». «Ce n'était pas son soir; ce n'était pas sa victoire.» L'affaire a même été discutée à huis clos, entre le leader péquiste en Chambre Guy Chevrette et les 12 présidents régionaux du parti. Dans certains coins, on se promettait d'évincer Parizeau à la première occasion. Des rumeurs ont été ravivées concernant les tentatives de «la bande à Bernard» (Landry) à organiser un putsch. Les plus déçus souhaitaient que leur chef tombe malade et soit contraint de démissionner.

Mais la raison l'a emporté. On n'évince pas un chef à dix mois au plus des élections, surtout qu'il est vu compétent et capable de diriger la transition. Les uns se consolent en se disant que pour le référendum, Parizeau ne sera pas seul sur les tribunes. Et que le Bloc québécois du charismatique Lucien Bouchard aura un rôle essentiel à jouer. Le conseil national du parti, le 11 décembre à Québec, devrait être l'occasion de consolider son leadership.

Le Parti québécois observe ces mouvements avec une certaine sympathie. Des députés servent d'interface entre le parti et ces intermédiaires, notamment Guy Chevrette et le jeune député André Boisclair. Mais avec une certaine réserve également. On ne sait trop ce que veulent les modérés. Ou ils veulent aboutir? Vont-ils créer un parti? Alors on est prudent. Il a été question, peu après la publication du rapport du groupe Réflexion Québec, que M. Parizeau fasse une sortie et tende la main à ces gens-là. Puis on s'est ravisé. Pour éviter de paraître hégémonique. Il faut que ces gens-là puissent se définir eux-mêmes. On a choisi à la place la stratégie des petits pas. L'appui du chef du parti, il y a quelques jours, à un allairiste comme éventuel candidat péquiste dans Argenteuil en est un exemple.

Jeudi dernier, à Québec, M. Parizeau a admis qu'il avait commencé à évaluer l'impact d'un parti de la troisième voie après la parution du manifeste du groupe Réflexion Québec. Mais que maintenant, il «regarde les choses évoluer», et il juge qu'elles «évoluent très bien». Il constate que beaucoup de gens voient de bonnes idées dans le manifeste, sans pour autant souhaiter la fondation d'un parti pour les diffuser. En outre, il ne «pense pas» qu'un parti de la troisième voie puisse empêcher le PQ de prendre le pouvoir. Il suggère de «laisser les choses évoluer encore».

L'ENTREVUE

Gustavo Gutiérrez, théologien engagé

PAGE B 1



CULTURE

Michel Jonasz: «L'inspiration, c'est comme une femme»

PAGE B 8



LES ACTUALITÉS

Le PQ a un programme et le fait savoir

PAGE A 2

Une autre «patate chaude» pour Johnson

Après la santé et la construction, la réforme du Code du travail pourrait mettre le gouvernement dans l'embarras

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

Le ministre du Travail, Normand Cherry, est de nouveau dans l'eau chaude, cette fois avec son projet de loi 116 qui, à compter de janvier, n'imposera plus de limite à la durée d'une convention collective au Québec. La CSN s'insurge contre ce projet de loi et entend prendre cette semaine une campagne pour bloquer le projet gouvernemental.

En plus de chambarder les règles de maraudage, il permettra aux employeurs de se présenter à n'importe quelle table de négociation et demander la signature

d'un contrat de travail de 5, 10 ou 15 ans.

Depuis 1964, aucun gouvernement n'avait osé modifier le plafond de trois ans liant patrons et syndiqués.

Le projet de loi 116, déposé pourtant le 10 novembre dernier à l'Assemblée nationale, est passé complètement inaperçu. La CSN a attaché le grelot hier en se lançant dans une bataille qui risque de se terminer devant les tribunaux.

C'est un autre dossier chaud pour le successeur de Robert Bourassa, M. Daniel Johnson. Ce dernier a fait savoir hier soir que, devant les menaces de manifestations contre le projet de loi 148 (décret de la construc-

tion), il annulait les visites prévues aujourd'hui dans la Mauricie dans le cadre de sa campagne à la succession de Robert Bourassa.

Quant à la CSN, outre l'occupation des bureaux de ministère du Travail, elle est à mettre au point quelques manifestations, dont une devant les bureaux du premier ministre Bourassa, tout en examinant avec ses avocats la constitutionnalité du projet de loi 116.

En invoquant une situation financière difficile, les aléas de la conjoncture économique ou l'instabilité des

VOIR PAGE A 8: TRAVAIL

Le remblayage tue la vie dans le St-Laurent

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

La reproduction et l'alimentation de centaines d'espèces vivantes du Saint-Laurent sont aujourd'hui menacées par la destruction de 685 km de milieux humides côtiers, entre 1950 et 1978, en raison du remblayage à des fins de construction domiciliaire, agricoles et de sport.

C'est ce que révèle le premier bilan des agressions humaines à l'écosystème fluvial, que vient de publier le Plan d'action Saint-Laurent (PASL) sous le titre *Le Saint-Laurent: milieux de vie diversifiés*.

À la disparition de ces milieux humides, s'ajoutent les «modifications» apportées à 20 856 ha de fonds marins entre Cornwall et Havre Saint-Pierre, dont 12 463 ha sont des milieux en eau peu profonds.

Le dragage des ports et du chenal maritime et le dépôt de déblais sur le fond du fleuve dépassent en importance les dommages causés par le remblayage des fonds marins. Dragage et déblais ont détruit plus de 12 000 ha alors que le remblayage en a détruit 4573.

Le rapport n'est pas tendre à l'égard des conséquences de la navigation maritime, qui a justifié le creusement d'un canal de 11 mètres de profondeur au fond du Saint-Laurent dans les années 50 pour amener jusqu'aux Grands Lacs les navires dont profitait le port de Montréal.

Non seulement le dragage du chenal augmente-t-il la turbidité de l'eau, mais il provoque d'importants changements bathymétriques dans le fleuve, y diminue la teneur en oxygène.

VOIR PAGE A 8: REMBLAYAGE

Comme en 14-18



PHOTO AP

VÊTU D'UNE PEAU de mouton, ce soldat de Bosnie pourrait bien apparaître dans un album de la guerre de 14-18, qui a d'ailleurs commencé dans cette région du monde. Celui-ci se trouve près de Mostar où les soldats serbes exercent un contrôle sur les convois de ravitaillement des Nations unies. Autres informations en page A 5.

Le Parti civique fait salle comble

600 militants participent au couronnement de Clément Bluteau

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Près de 600 militants du Parti civique de Montréal ont participé hier au couronnement de leur nouveau chef, Clément Bluteau. Beaucoup plus qu'un congrès au leadership dont l'issue était connue depuis trois semaines, ce rassemblement visait à fouetter les troupes en vue des élections de novembre 1994.

D'ailleurs, la grande partie de l'après-midi d'hier a été monopolisée par un «motivateur» venu stimuler les supporters du Parti civique de Montréal (PCM) à coup de pensée positive et de lois menant au succès. Exposée dans un français approximatif, cette thérapie a insufflé de l'enthousiasme aux participants.

Quelques minutes plus tard, Clément Bluteau était accueilli en champion sur l'air du film *Rocky*. Les militants, debout, pancartes à la main, scandaient le nom de leur candidat à la mairie montréalaise.

M. Bluteau a tenu à décocher quelques flèches à ses adversaires et futurs adversaires. «Ils vivent sur une autre planète. Ils parlent de dollars alors que nous autres, on parle de piastres. Ils mettent la toiture avant les fondations. Le Parti civique, c'est pour les gens du peuple», a-t-il lancé, provoquant de chauds applaudissements.

M. Bluteau a profité de ce congrès pour présenter 23 des 51 candidats qui feront la lutte pour accéder à l'hôtel de ville. Pour la plupart il s'agit de petits commerçants, d'agents immobiliers et de quelques

VOIR PAGE A 8: CIVIQUE

Les questions de Monsieur Culture

Nouveau titulaire du «Patrimoine canadien», Michel Dupuy ne se pose pas que des questions de gros sous

JEAN DION
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA



Michel Dupuy, nouveau responsable des dossiers culturels canadiens.

À Ottawa, ces jours-ci, tout le monde attend la hache. Celle que devra tôt ou tard manier Paul Martin pour tenter d'arracher quelques économies et juguler un déficit aux proportions ahurissantes.

Dans ces circonstances, le nouveau ministre du Patrimoine canadien, Michel Dupuy, a pu susciter des espoirs lorsque, il y a quelques semaines, il déclarait à propos des industries culturelles qu'il fallait «continuer à les faire vivre, à les encourager et à en faire naître d'autres». D'aucuns en ont conclu un peu rapidement que les arts, les communications, la culture échapperaient d'emblée au coutelet.

Aujourd'hui, M. Dupuy recommande cependant la prudence. «On m'a mal interprété si j'ai dit que nous allions augmenter les budgets. Ce que je dis, c'est comment pourrions-nous ne pas reconnaître les besoins de ces industries? Comment pourrions-nous ne pas souhaiter leur croissance? Je me suis empressé de dire qu'au point de vue des gros sous, je devrais d'abord en

parler avec les collègues de la trésorerie», a déclaré le ministre lors d'une entrevue qu'il accordait au DEVOIR, vendredi dernier, à son bureau de Hull.

Car s'il refuse d'«aborder l'avenir des industries culturelles par le goulot d'étranglement financier», M. Dupuy avertit quand même qu'il faut être réaliste. «Je sais qu'il existe des contraintes. Nous allons traverser des années très difficiles. Mais je ne serais pas nécessairement pessimiste. On doit penser en termes de stratégie globale.»

Économiste, haut fonctionnaire et diplomate de carrière, Michel Dupuy assure que les milieux culturels ont reçu un allié lorsque Jean Chrétien lui a confié, au début de novembre, le portefeuille du Patrimoine canadien. Cette grosse boîte, créée l'été dernier lors de la restructuration du cabinet effectuée par Kim Campbell, regroupe l'ancien ministère des Communica-

VOIR PAGE A 8: CULTURE

INDEX

| | |
|----------------------|---------------------|
| Les Actualités...A2 | Entrevue.....B1 |
| Agenda culturel...B6 | Idées.....A7 |
| Annonces classées A4 | Météo.....B2 |
| Avis publics.....B2 | Le Monde.....A5 |
| Culture.....B8 | Mots croisés.....A4 |
| Économie.....B3 | Religions.....B2 |
| Éditorial.....A6 | Les Sports.....B5 |



Météo
Ciel variable
Max. 2
Détails en B2

• LES ACTUALITÉS •

Le PQ va rappeler haut et fort son «projet de société»

La création éventuelle d'un troisième parti force le Parti québécois à préciser son programme

BERNARD PLANTE
LE DEVOIR

La possibilité de la création d'un troisième parti politique au Québec force le Parti québécois à préciser son programme.

Le chef du parti, Jacques Parizeau, va développer, au cours des prochains mois, plusieurs des thèmes du programme du PQ.

Hier, alors qu'il prenait la parole à l'Assemblée d'investiture de l'ex-député général du Québec à Paris, Louise Beaudoin, dans le comté de Chambly — elle était seule en lice —, M. Parizeau a reconnu que certains commentaires faits par Jean Allaire et Mario Dumont «portent à réfléchir sur le sens de l'action politique que nous menons».

Le chef péquiste n'accepte pas que MM Allaire et Dumont disent du Parti québécois qu'il n'a pas de projet de société: «Ils oublient rapidement 25 ans de réflexion».

M. Parizeau va donc saisir les occasions que lui offrent les assemblées d'investiture de son parti pour rappeler «à nos concitoyens les objectifs que nous poursuivons, le type de société que nous voulons construire, les valeurs qui guident

nos espoirs.»

La candidate du PQ dans Chambly à la prochaine élection, Louise Beaudoin, qui fera la lutte à la ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard, a souligné, elle aussi dans son allocution, que son parti était porteur «d'un véritable projet de société». Elle a demandé aux militants «de ne laisser personne dire le contraire, ni M. Dumont, ni M. Allaire.»

Mais celui qui a laissé échapper le plus clairement sa nervosité, devant la possibilité de la création d'un troisième parti politique au Québec, c'est le vice-président du PQ, Bernard Landry.

En coulisse, il a associé cette entreprise à du «sabotage» et à de la «mesquinerie». Il a ajouté que «c'est sûr que les libéraux vont mettre de l'argent là dedans, c'est leur seule chance de s'en sortir.»

Le Parti québécois développe concrètement, sur le terrain, la stratégie énoncée dans un document interne pour contrer Jean Allaire et Mario Dumont.

Le rapport qui s'intitule *Un Québec responsable* — LE DEVOIR qui en a obtenu copie en faisant état dans ses pages vendredi dernier — fixe deux grands objectifs: démontrer que le PQ a un véritable projet de société et

que rien ne justifie la création d'un troisième parti politique.

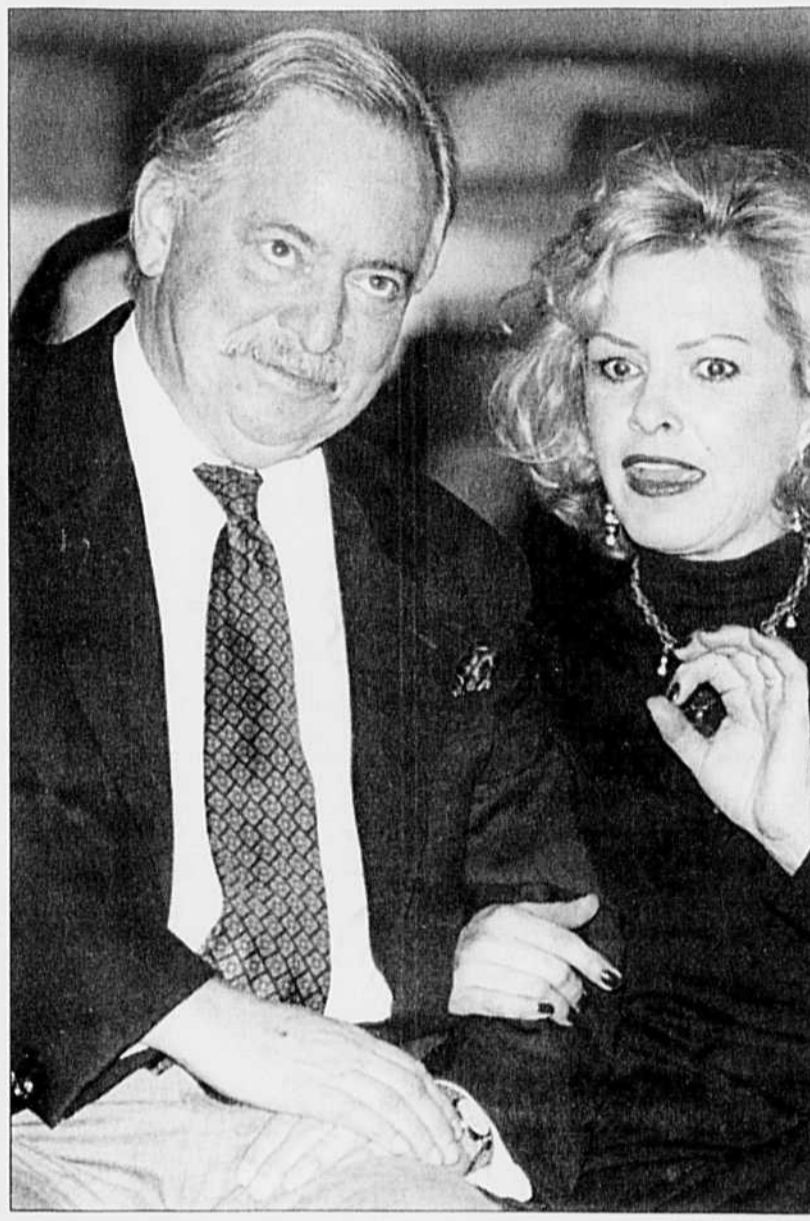
Le premier geste concret de cette stratégie, Jacques Parizeau l'a fait, hier, à l'école polyvalente de Saint-Bruno sur la Rive-Sud de Montréal, alors que 300 partisans assistaient à l'investiture de Louise Beaudoin dans la circonscription électorale de Chambly.

Pour l'occasion, le chef péquiste a développé un chapitre de la vision des relations internationales d'un Québec souverain, en insistant sur les dimensions économiques et commerciales en Amérique du Nord.

M. Parizeau a soutenu que l'ouverture du marché nord-américain, le libre-échange, permettrait au Québec, nouvellement souverain, d'être à l'abri du chantage que le Canada anglais pourrait être tenté d'exercer contre le nouvel État.

Le libre-échange assure, selon lui, le volet «association» du concept de souveraineté-association développé par René Lévesque: «Quand régnera, dans toute l'Amérique du Nord, un régime de libre circulation des biens, des services et des capitaux, une partie, le Canada anglais, ne pourra imposer à une autre partie, le Québec, des obstacles que le traité interdit».

Le chef péquiste a ajouté «que



Jacques Parizeau en compagnie de son épouse Lisette Lapointe, hier.

dans ce débat à deux, ce sont les autres (entendre les Américains) qui nous protègent. Le Québec, a sou-

gné le chef péquiste, n'est pas un facteur négligeable pour le commerce américain.»

Il a souligné que le volume des échanges entre le Québec et les

États-Unis représentait 35% du commerce entre les États-Unis et le Mexique et qu'ils étaient beaucoup plus importants que les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Brésil ou le Chili qui veulent, eux aussi, devenir membres de l'ALENA.

Jacques Parizeau, qui ne ferme pas la porte à la mise en place de nouveaux organismes entre le Québec souverain et le Canada anglais «au fur et à mesure que leur mauvaise volonté s'estompera», en a profité pour tourner en ridicule la proposition de Jean Allaire qui souhaite le maintien de liens politiques avec le reste du Canada. Le chef péquiste affirme que les anglo-canadiens n'accepteront pas «de chambarder leur vie politique» pour mettre en place un troisième palier de gouvernement, «un parlement commun avec un gouvernement supranational».

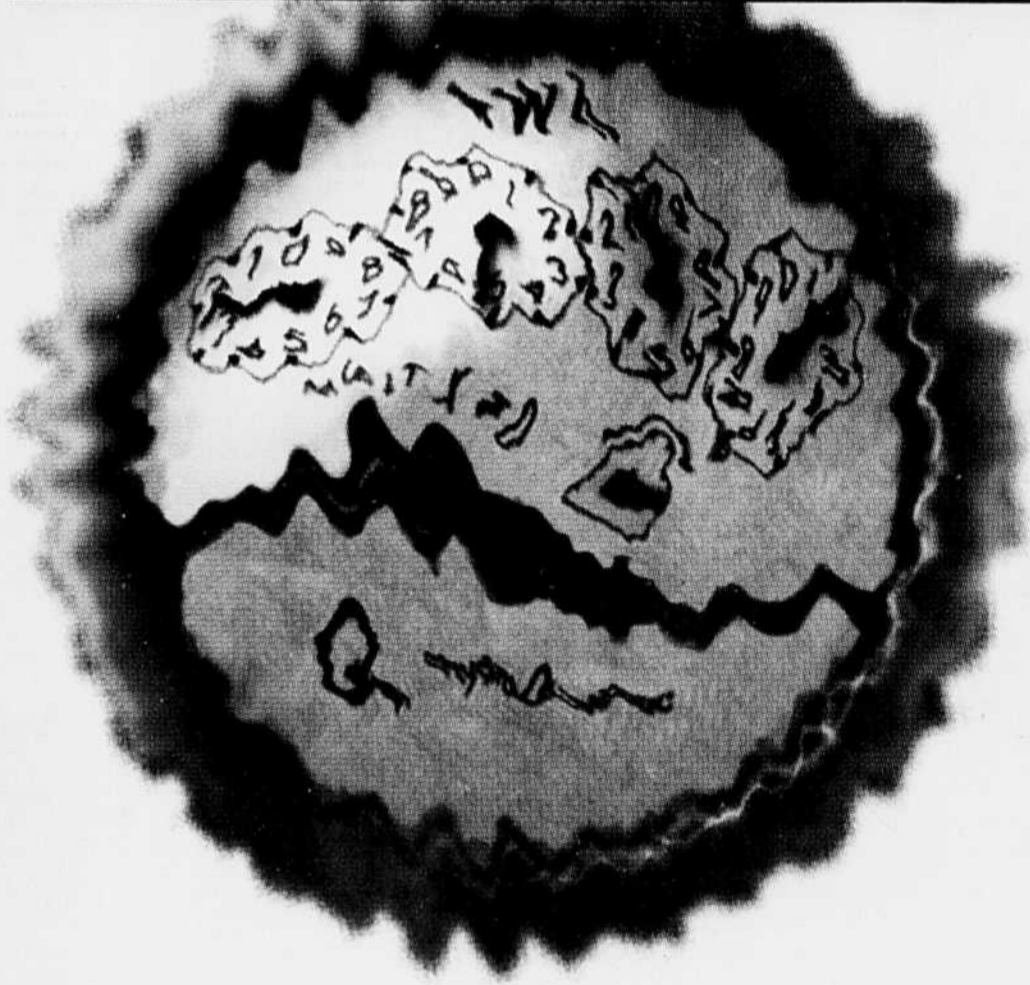
M. Parizeau, qui, pour une rare fois, s'en est tenu à un texte rédigé d'avance, a laissé à Louise Beaudoin le soin d'attaquer les libéraux. Elle a accusé le prochain premier ministre, Daniel Johnson, «de se promener avec une hache à la main. Ne vous trompez pas, a-t-elle lancé, Marc-Yvan Côté accomplit les basses œuvres de Daniel Johnson.»

Elle a également accusé le ministre du Commerce international, John Ciaccia, de se servir des maisons du Québec à l'étranger pour créer «de véritables nids de patronage».

Louise Beaudoin soutient que M. Ciaccia s'appête à nommer le député de Marquette, Claude Dauphin, à la tête de la délégation du Québec à Boston et le soupçonne de vouloir installer un autre libéral à Paris. Elle rappelle que John Ciaccia a nommé d'anciens ministres libéraux à New York et Mexico, soit Reed Scowen et Gérard Latulipe.

(Autres informations sur le troisième parti en page A4)

VOTRE FACTURE D'ÉLECTRICITÉ VOUS DONNE DES frissons?

Procurez-vous sans tarder le nouvel *Hydro-Guide*.

Absolument gratuite, cette brochure vous explique non seulement comment calculer votre consommation d'électricité, mais en plus, elle répond à bien d'autres de vos questions.

Que ce soit pour savoir qui est responsable de l'électricité consommée dans un local vacant, pour connaître les règles de sécurité à observer avec l'électricité, ou tout simplement pour poser le bon geste en cas d'interruption de courant, consultez *Hydro-Guide*.

Peu importe le sujet, *Hydro-Guide* vous aide à comprendre les différents services d'Hydro-Québec. *Hydro-Guide*, un outil précieux qui démystifie les facettes de l'utilisation quotidienne de l'électricité.

Pour vous le procurer, remplissez le coupon-réponse ci-joint, ou composez ÉNERGIE à Montréal ou 1 800 ÉNERGIE partout ailleurs au Québec.

Je désire recevoir mon exemplaire gratuit d'*Hydro-Guide*.

PRÉNOM _____ NOM _____

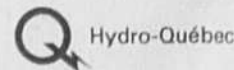
ADRESSE _____

PROVINCE _____

CODE POSTAL _____ HYG-93-113-L-3

Je désire obtenir cette brochure en français en anglais

Retourner à:
HYDRO-GUIDE
Case postale 1350
 Succursale Saint-Laurent
 Saint-Laurent (Québec)
 H4L 5K2



Le meilleur de nous-mêmes

La contrebande de cigarettes, un dossier brûlant pour Québec

Québec (PC) — Le commerce de cigarettes de contrebande est devenu un dossier politique controversé que le gouvernement libéral semble être incapable de régler.

Le Parti québécois a marqué des points quotidiennement à l'Assemblée nationale, embarrassant les libéraux.

Les Québécois ont vu récemment à la télévision des images de Mohawks vendant impunément des cigarettes de contrebande sur le bord d'une route. Ils ont également vu un Blanc faisant la même chose à Jonquière, mais cet individu a été arrêté.

Cela a amené l'opposition péquiste à soutenir qu'il y a deux systèmes de justice, et les libéraux ont eu l'air peu disposés ou incapables de passer à l'action. «Si ce n'est pas résolu bientôt, cela pourrait être une question importante lors des prochaines élections», prévoit Claude Gauthier, de la firme de sondage CROP de Montréal.

Une bonne partie du commerce des cigarettes de contrebande, qui proviennent des États-Unis, passe par

les communautés autochtones d'Oka, de Kahnawake et d'Akwesasne, où les ventes sont en plein essor.

Mais le souvenir de l'affrontement d'Oka en 1990 entre les autochtones, la Sûreté du Québec et l'armée est encore frais dans les mémoires des libéraux, et le ministre de la Sécurité publique Claude Ryan a exclu la possibilité d'encercler les réserves pour étouffer la contrebande.

Le gouvernement croit que cela causerait un autre conflit qui ne servirait qu'à transférer le commerce illégal à d'autres contrebandiers.

«Cela ne va pas disparaître avec des actions militaires ou policières», a déclaré le ministre du Revenu Raymond Savoie. Le gouvernement du Québec perdrait environ 400 millions\$ en revenus provenant des taxes cette année; sa crédibilité a également été touchée.

Selon le critique péquiste Francis Dufour, le gouvernement a amené les contrebandiers de cigarettes à croire qu'ils peuvent se moquer de la loi et obtenir un traitement spécial.

Dégâts importants au CNRC

Ottawa (PC) — Les dégâts sont évalués à plus de 2 millions\$ à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans deux laboratoires du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) à Ottawa, hier matin.

L'incendie s'est déclaré peu avant 8 h hier matin, selon le chef du service des incendies d'Ottawa, Paul Diguer. «Les flammes étaient visibles

de partout et il y avait énormément

de fumée», a indiqué le chef Diguer. «Il nous a fallu plus d'une heure pour maîtriser le feu, car les laboratoires contenaient beaucoup d'équipements au laser très sophistiqués. Il fallait aussi composer avec la présence de produits chimiques, on voulait éviter les risques d'explosion».

| loto québec | | RÉSULTATS | |
|---------------------------|---------|--|-------------------|
| 6/49 | | Loto-Québec | |
| Tirage du 93-11-27 | | GAGNANTS | LOTS |
| 6/6 | 3 | 968 965,90 \$ | |
| 5/6+ | 9 | 96 896,60 \$ | |
| 5/6 | 329 | 2 120,50 \$ | |
| 4/6 | 17 975 | 74,40 \$ | |
| 3/6 | 345 504 | 10,00 \$ | |
| 11 14 16 19 44 46 | | Vente totale: 20 597 412,00 \$ | |
| Numéro complémentaire: 2 | | Prochain gros lot (approx.): 2 400 000,00 \$ | |
| | | Prochain tirage: 93-12-01 | |
| SELECT | | GAGNANTS | LOTS |
| Tirage du 93-11-27 | | 6/6 | 0 1 000 000,00 \$ |
| | | 5/6+ | 1 25 967,50 \$ |
| | | 5/6 | 16 1 082,00 \$ |
| | | 4/6 | 1 162 69,50 \$ |
| | | 3/6 | 19 438 5,00 \$ |
| 8 23 34 36 38 40 | | Ventes totales: 907 746,00 \$ | |
| Numéro complémentaire: 28 | | Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$ | |
| MISE-TOT 17 30 36 37 | | T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec | |
| GAGNANTS LOT | | NUMÉROS LOTS | |
| 43 1 162,80 \$ | | 844549 100 000 \$ | |
| | | 44549 1 000 \$ | |
| | | 4549 250 \$ | |
| | | 549 50 \$ | |
| | | 49 10 \$ | |
| | | 9 2 \$ | |

Comment prendre le métro ces jours-ci

PRESSE CANADIENNE

La Société de transport de la communauté urbaine de Montréal rappelle aux voyageurs qui utilisent le métro qu'en raison d'un manque de disponibilité de ses voitures, elle se voit dans l'obligation de réduire la fréquence de son service aux heures de pointe du matin et du soir. On conseille aux usagers d'emprunter le métro 15 minutes avant ou 15 minutes après leur heure habituelle.



DEPUIS 1892
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS

55, ST-JACQUES MONTRÉAL, QUÉBEC, H3Y 3K2
Tél.: (514) 945-7814 Tél. (514) 945-0404
La maîtrise des intangibles

• LES ACTUALITÉS •

Élection complémentaire du 13 décembre dans Laval-des-Rapides



Oui, c'est un sale temps pour les politiciens

Les électeurs manifestent désormais ouvertement leur cynisme et leur désabusement

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR ET PC

Les candidats péquiste et libéral qui s'affrontent dans l'élection complémentaire qui doit avoir lieu le 13 décembre dans Laval-des-Rapides s'entendent sur au moins un point: c'est un sale temps pour les politiciens.

Il y a bien sûr la grisaille d'automne, cette déprimante pluie froide et drue qui tombait encore hier sur le sud du Québec. Mais il y a surtout un cynisme et un désabusement généralisés, qui frisent le mépris, qu'un grand nombre d'électeurs manifestent ouvertement.

«Les gens ne croient plus aux promesses et pensent qu'on entre en politique pour faire la piastre», confiait hier Serge Ménard, le candidat du Parti québécois, dans sa petite permanence de la rue Cartier, entre deux séances de porte à porte.

Un peu plus à l'ouest, sur la même rue, dans ses propres locaux, son adversaire libéral surenchérissait: «La population ne veut entendre parler de problèmes économiques, du chômage, de la place faite aux jeunes. Le reste, les politiciens, les questions constitutionnelles, ça les écœurent».

Mais même s'ils s'entendent sur le cynisme ambiant, il serait difficile d'imaginer deux candidats plus différents.

Me Serge Ménard, le candidat péquiste de 52 ans, est un avocat criminaliste réputé à travers la

province pour avoir défendu des causes célèbres, celle du policier Allan Gosset, du chanteur Claude Dubois et d'anciens felquistes. C'est aussi un nouveau venu en politique active, parachuté dans le comté par Jacques Parizeau.

Par contre, le libéral Raymond Monette, 64 ans, habite le comté depuis 28 ans, fait du bénévolat depuis des années, est membre de son parti depuis trois décennies. *Self-made-man*, commerçant, il a même œuvré chez les libéraux fédéraux.

Jusqu'à maintenant, la campagne est restée calme et polie, un contraste avec la campagne municipale qui a eu lieu en novembre à Laval. Ménard et Monette ne se sont adressés aucun coup bas; les panneaux routiers de chacun sont encore nets.

Expérience et racines

Le libéral Monette mise clairement sur son expérience et ses racines dans le comté. «Mon but principal, c'est d'aider les citoyens, répète-t-il. Je le fais depuis 28 ans. Les gens savent que je ne les laisserai pas tomber demain.»

«Je ne fais pas d'autre promesse que de défendre les intérêts de mes électeurs avec le même acharnement que j'ai mis à défendre mes clients», dit pour sa part Me Ménard.

Bâtonnier du Barreau du Québec en 1986-87, il a enseigné le droit à l'Université de Montréal et a notamment dirigé le comité chargé d'élaborer la transition du Québec vers un État souverain, si

jamais les Québécois choisissait cette voie dans un avenir rapproché.

Candidat-vedette, certes, il ne joue pas cette carte. Quand il cogne à la porte d'un électeur, il admet franchement: «C'est ma première expérience en politique, qu'est-ce que vous avez à me dire? Je vous écoute.»

Une fois sur deux, après avoir versé leur fiel sur la politique, les gens parlent d'emploi, de la pauvreté et de ses répercussions sociales.

Ils s'intéressent aussi aux problèmes de transport en commun et au manque de lits d'hôpitaux. Les Lavallois se font promettre un métro sur l'île, d'élection en élection, ce qui fait que les électeurs n'osent plus y croire. À cause de la croissance démographique rapide, la région a aussi besoin d'un autre hôpital. La Cité de la santé, un hôpital moderne, vient toutefois d'être agrandie.

L'élection complémentaire dans Laval-des-Rapides a été rendue nécessaire par le départ du député libéral Guy Bélanger, qui a claqué la porte en critiquant la partisanerie stérilisante. Laval-des-Rapides a aussi été représenté à l'Assemblée nationale par l'ex-ministre Bernard Landry, du Parti québécois.

Le comté compte 35 423 électeurs, dont 84% de francophones. C'est le moins fortuné des cinq comtés de l'île Jésus, qui abrite essentiellement des quartiers résidentiels et des commerces. Quatre autres candidats ont présenté leur candidature pour les partis du NPD, de la Réforme, de la Renaissance et du J'en peut pas (sic).



Serge Ménard faisant du porte-à-porte hier.

PHOTO: ROBERT SKINNER

Mairie de Montréal

Pas pour l'instant, dit Liza Frulla

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

La ministre de la culture du Québec, Mme Liza Frulla, ne vise pas la mairie de Montréal, «pour l'instant» du moins.

C'est ce qu'elle a déclaré hier à l'émission *Droit de regard*, sur les ondes de Radio-Québec.

La ministre de la Culture précise qu'elle a avisé, jeudi dernier, la direction de son association de comté de sa décision de continuer de travailler au sein du cabinet provincial.

«Il y a des défis énormes (à Montréal), reconnaît-elle. Mais les défis importants sont à Québec. Ma tête est vraiment à Québec avec le cabinet.»

Mme Frulla ajoute qu'elle se sent bien dans l'équipe en train de se constituer autour de M. Daniel Johnson qui est, à son avis, «probablement un des plus méconnus» des ministres en raison, notamment, des exigences fort particulières de ses fonctions à la direction du Conseil du Trésor.

Elle reconnaît d'ailleurs que ses relations avec M. Johnson ont été

parfois tumultueuses: «En tant que président du Conseil du Trésor, nous en avons eu des bonnes ensemble», dit-elle, en se référant vraisemblablement aux discussions sur les crédits de son ministère.

«On va découvrir, ajoutait-elle aussitôt, quelqu'un qui est un peu différent de ce qu'on connaît.»

Mme Frulla n'a, à aucun moment, durant cette entrevue dirigée par la journaliste Anne-Marie Dussault, fermé définitivement la porte à une éventuelle candidature à la mairie de Montréal, «un gros défi» qui ne la tente pas «pour l'instant».

Aujourd'hui à l'École des HEC

Martin donnera l'heure juste sur le déficit

Ottawa (PC) — Il est fort peu probable que le ministre fédéral des Finances Paul Martin ait de bonnes nouvelles à livrer à ses homologues des provinces qu'il rencontrera mercredi à Halifax.

Ces derniers attendent avec anxiété une révision généreuse des paiements de transfert du fédéral, mais M. Martin ne pourra que constater avec eux l'impossibilité de répondre à leurs attentes.

M. Martin devrait lever le voile sur ses intentions dès aujourd'hui alors qu'il doit prononcer un discours fort attendu devant les étudiants de l'École des hautes études commerciales de l'Université de Montréal. Il devrait alors non seulement donner l'heure juste sur le déficit mais aussi des indications sur ce qu'il juge nécessaire de faire. Et là encore, il serait surprenant d'y entrevoir quelque largesse à l'égard des provinces.

Le fédéral est prisonnier d'un cercle vicieux nourrissant un déficit de plus en plus monstrueux. Celui de 1993-1994 atteindrait un sommet inégalé de 45 milliards\$, selon les dernières prévisions du ministère des Finances. Les revenus du gouvernement central sont en baisse, le chômage et la mauvaise performance de l'économie font grimper ses dépenses et le financement de la dette de 465,3 milliards\$ ne cesse de gruger son budget de fonctionnement.

Au mieux, Paul Martin pourra-t-il geler à leur niveau actuel les versements du fédéral aux provinces.

Au cours de la campagne électorale fédérale, le leader libéral Jean

Chrétien n'a d'ailleurs jamais entrouvert la porte à un rhaussement du soutien financier du fédéral aux provinces.

«On verra», disait-il en ajoutant que son gouvernement établira pour les cinq prochaines années un programme de financement stable.

C'est déjà tout vu, semble-t-il. «Il va falloir donner une poussée à l'économie et couper dans les dépenses gouvernementales», disait Paul Martin en dévoilant à Ottawa, il y a quelques jours, l'ampleur du déficit 1992-1993. Au 1er avril dernier, le budget du gouvernement central s'est soldé par un trou de 40,5 milliards\$, le déficit le plus important jamais enregistré par le fédéral.

L'avenir n'est guère réconfortant: le déficit constaté aux six premiers mois de l'exercice financier 1993-1994 est de 20,7 milliards\$, indique l'édition de novembre de la Revue financière annuelle du ministère des Finances. Cela représente une hausse de 2,2 milliards\$ par rapport à septembre 1992. À ce rythme, il pourrait grimper jusqu'à 45 milliards\$ en 1993-1994.

Le déficit de 1992-1993 représentait 5,9% du PIB (la valeur totale de la production des biens et services au Canada). En 1991-1992, le déficit représentait 5,1% du PIB. Le gouvernement libéral veut réduire ce ratio à 3%. Cet objectif et l'hémorragie budgétaire du fédéral imposent donc au ministre Martin une révision de l'ensemble des finances de l'État et des coupes dans les dépenses du gouvernement.



Michel Venne

Prix de journalisme Judith Jasmin

Mention spéciale à Michel Venne

Québec (LE DEVOIR-PC) — La mention spéciale dans la catégorie écrit du prix de journalisme Judith Jasmin est allée à Michel Venne, du DEVOIR, pour le dossier *L'État sait tout* sur les atteintes à la vie privée commises par les gouvernements.

Le grand prix Judith Jasmin a été décerné lors du dernier congrès de la Fédération des journalistes du Québec (FPJQ), tenus en fin de semaine à Québec, à l'équipe de journalistes d'enquête de *The Gazette*, William Marsden, Rod Macdonell et Andrew McIntosh pour une série d'articles sur la félicitation des juges de la Cour municipale de Montréal, le fruit d'une enquête journalistique qui a duré trois mois.

En outre, la mention spéciale dans la catégorie média électronique a été remise à Pierre Trotier, de la radio de Radio-Canada, pour son reportage sur des usines insalubres au Québec.

Autre prix remis lors de ce congrès, le Jules Fournier, décerné par le Conseil de la langue française, est allé à la journaliste pigiste Geneviève Picard pour la qualité de sa langue.

Enfin le prix Mireille Lanctôt, qui récompense les jeunes journalistes, a été remis à Madeleine Roy de la télévision de Radio-Canada pour son reportage sur le sang contaminé diffusé à *Enjeux*. Une mention spéciale a souligné la qualité d'un reportage sur les indiens navajos signé par Johanne Fautoux du *Point*.

Au cours d'une assemblée plénière hier, les membres de la FPJQ se sont penchés sur l'opportunité d'entamer le deuxième quart de siècle d'existence de l'organisme en accouchant finalement d'un premier code d'éthique officiel. Après 25 ans de discussions, d'intentions et d'ébauches de projets sur la question, la FPJQ aura à disposer d'une proposition en ce sens lors de son assemblée générale annuelle d'avril prochain, à Montréal, et ce, dans l'espoir avoué de freiner la forte tendance actuelle à la coexistence de deux groupes de journalistes: ceux qui informent, qui critiquent, qui dérangent et ceux qui amusent, qui divertissent, qui rassurent les annonceurs.

Esquissé par Louis Falardeau, président du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* et vice-président de la Fédération nationale des communications (FNC), ce portrait de la situation a été approuvé par le président de la FPJQ, Alain Saulnier, lors de la plénière qui clôturait son congrès de trois jours, hier avant-midi, au Château Frontenac, à Québec.

La proposition d'un code d'éthique a été dument formulée par Marc-François Bernier, du *Journal de Québec*, au bout de deux heures de vives discussions auxquelles ont assisté environ 200 journalistes. Plus de 420 journalistes ont cependant participé en tout ou en partie à ce 25e congrès annuel, l'une des plus fortes affluences de l'histoire de la FPJQ.

Le Parti Égalité s'en prend aux «rêves nationalistes»

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Le nationalisme et les lois linguistiques ont coûté cher à l'économie du Québec et le Parti Égalité veut que ça change.

Quelque 75 délégués du parti étaient réunis, hier, dans un centre communautaire du quartier Notre-Dame-de-Grâce à Montréal pour élaborer les politiques économiques du parti.

Pour le chef du parti, M. Keith Henderson, il est clair que «le gouvernement du Québec gaspille l'argent des contribuables».

Au premier chef, il cite les «rêves nationalistes» de la Caisse de dépôt et placement, ainsi que les délégations du Québec à l'étranger, l'existence d'un

ministère des Affaires intergouvernementales canadiennes et, évidemment, les lois linguistiques qui font fuir les capitaux. «Les rêves péquistes sont les cauchemars des contribuables», disait-il en anglais, dans son discours d'ouverture du congrès. «Et si vous cherchez de l'aide du côté des libéraux du Québec, regardez dans votre dos.»

M. Henderson met bien des politiciens dans le même panier. «Lucien Bouchard, Jacques Parizeau et Robert Bourassa, nous ne pouvons plus nous payer votre présence. C'est le temps que quelqu'un le dise», a lancé le chef. Parmi les résolutions adoptées par les congressistes, plusieurs font référence à la langue ou au nationalisme québécois, même si le congrès portait sur les politiques économiques.

Ainsi, on a adopté un texte demandant que l'information touristique sur les panneaux soit en anglais, en français et dans d'autres langues si nécessaire. On a répété les résolutions qui existent déjà dans le programme du parti, qui demandent que «la province de Québec soit déclarée officiellement bilingue» et que «la langue de l'éducation puisse être librement choisie par tous les Québécois».

La Caisse de dépôt, vue comme un instrument nationaliste, a été prise à partie. Une résolution appuie le principe de limiter les pouvoirs d'intervention de la Caisse et propose que le PE étudie différents moyens pour y arriver, dont la privatisation de la caisse, sa division en unités plus petites et autres moyens.

Un homme peut changer le monde...
un homme d'idées, de ténacité...

FÉLICITATIONS

Monsieur Lionel Boulet,

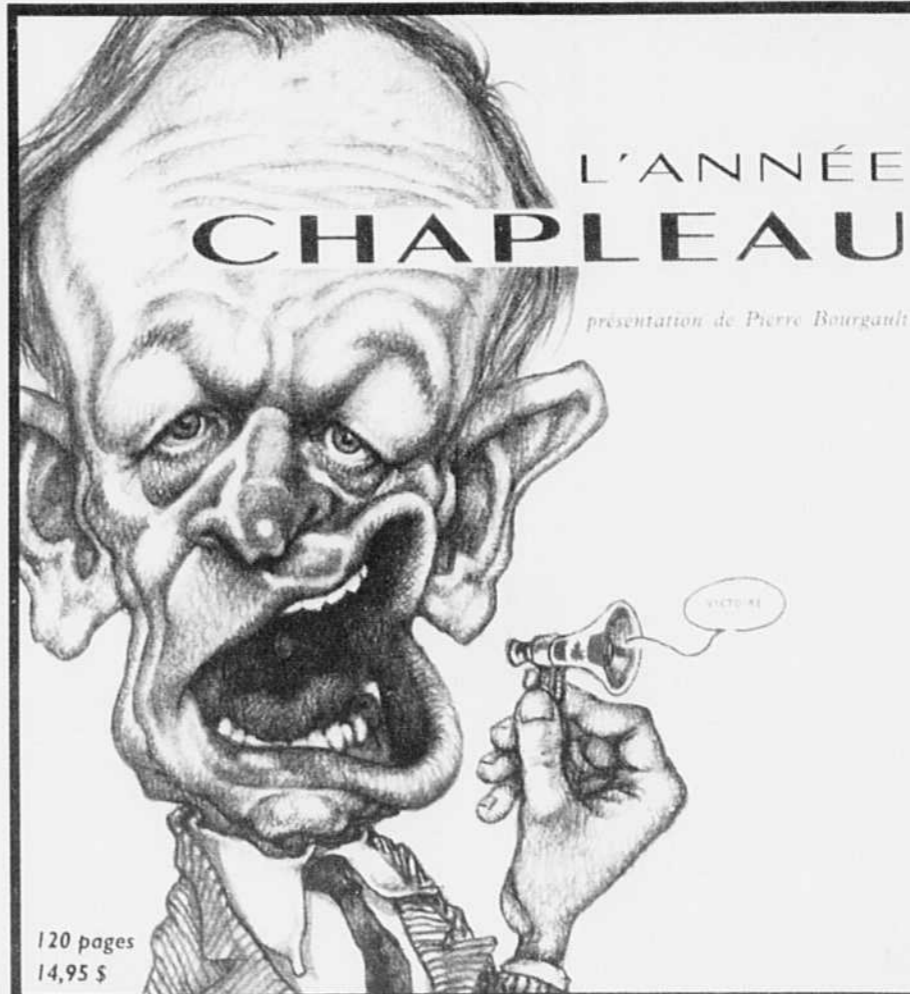
Réциpiendaire du Prix
Armand-Frappier 1993

Vous avez permis au Québec d'accéder à une place incomparable au sein de la recherche internationale.

Les 330 chercheurs et ingénieurs du Centre de recherche d'Hydro-Québec — Varennes et Shawinigan — honorent un homme de vision.



SYNDICAT PROFESSIONNEL
DES SCIENTIFIQUES DE L'IAEQ-INC.



120 pages
14,95 \$

«Chapleau tire sur les beaux, les grands, les puissants, comme cela doit être quand on a un reste de conscience, de respect et de moralité. Ou un reste de courage.»

Pierre Bourgault (extrait de la préface)

LE DEVOIR

SERGE CHAPLEAU



LES ACTUALITÉS

Lyne Jacques invite Mario Dumont à suspendre son projet de parti

MICHEL VENNE DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La présidente du Forum Jeunesse du Bloc québécois, Lyne Jacques, 24 ans, prie instamment Mario Dumont de suspendre son projet de créer un parti politique de la troisième voie.

Car ce parti fondé sur un projet politique ambigu et irréaliste, selon Mme Jacques, «risque de priver les jeunes de sa génération de la chance de se faire un pays», dit la jeune militante, dans une entrevue au DEVOIR.

«Mario, ne nous prive pas d'un espoir», dit cette ancienne militante libérale qui a quitté le PLQ, comme Mario Dumont, âgé de 23 ans, lorsque Robert Bourassa s'est rangé derrière Charlottetown pour renier le rapport Allaire, en août 1992.

La création d'un parti qui, comme Mario Dumont, prône la souveraineté du Québec mais dans le but de former par la suite une confédération avec le Canada — «vouloir la souveraineté sans trop la vouloir», dit-elle — va «semer la confusion» et «mêler les gens», soutient la présidente des jeunes du Bloc québécois.

Si un parti ayant cette approche présentait des candidats aux prochaines élections, cela peut «faire la différence dans des comtés cruciaux», dit-elle. Or la réélection des



Mario Dumont.

PHOTO ARCHIVES

libéraux empêcherait la tenue du référendum sur la souveraineté promis par le PQ. C'est l'avenir bloqué. En déclarant, la semaine dernière, que l'élection de Daniel Johnson serait un moindre mal, Mario Dumont fait comme s'il ne voulait pas réaliser son programme, ajoute-t-elle. Car ce programme ne peut être réalisé que dans un État souverain.

L'option véhiculée par M. Dumont dénote «une méconnaissance du Canada anglais», soutient Mme Jacques. «Les Canadiens ne sont pas confédéralistes. Si Mario Dumont avait vendu Meech en 1990 au reste du pays, il le saurait, dit-elle. Ça paraît qu'il n'est jamais sorti du Québec.»

«Désillusionnée»

Cette Beauceironne militait au Parti libéral fédéral en 1990. Elle faisait partie de l'équipe de Sheila Copps dans la course au leadership. Elle a fait le tour du Canada avec la tournée Copps et pour faire la promotion de l'accord du lac Meech. C'est là qu'elle a été «désillusionnée», déçue par le rejet par le reste du pays des cinq «minimes demandes» du Québec. C'est là qu'elle a perdu espoir d'une révision du régime fédéral. Proposer une confédération, «c'est faire fi de 30 ans de négociations infructueuses».

Mme Jacques déplore la manière dont Mario Dumont adresse ses critiques au Parti québécois. «Il parle de choses qu'il ne connaît pas», dit-

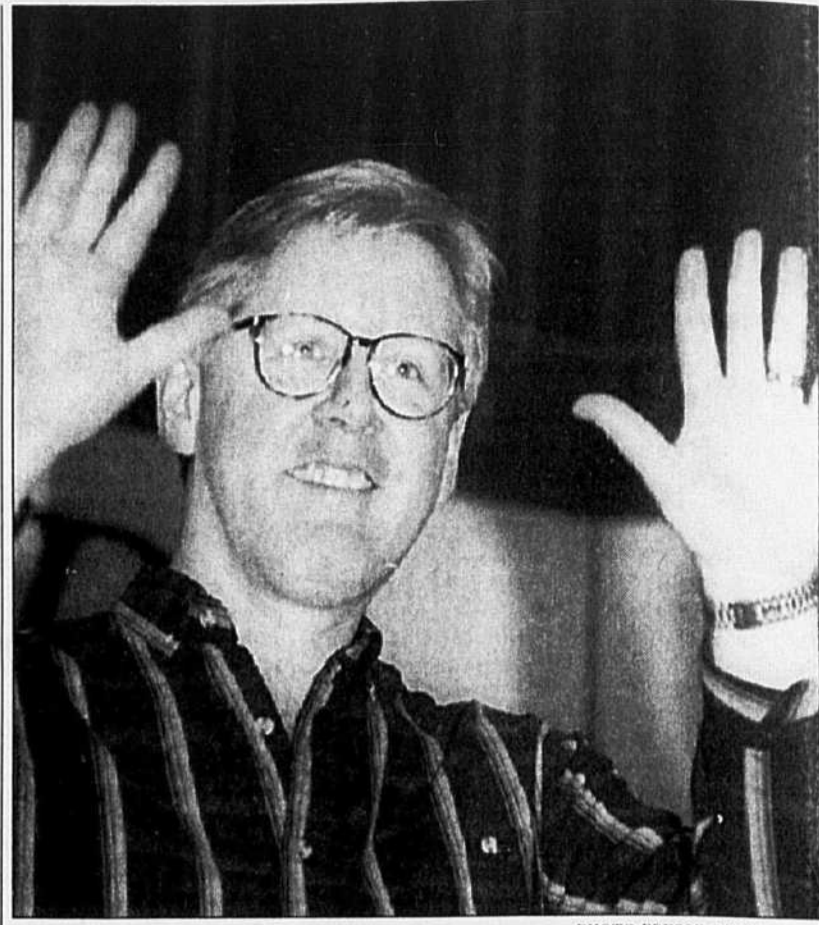
elle. Le PQ et Jacques Parizeau «ne sont pas dogmatiques», dit l'ex-libérale. «Ils sont conscients qu'ils ne peuvent pas faire la souveraineté à eux seuls.»

Elle comprend les préjugés tenaces qui influencent les gens comme Mario Dumont. Elle les entretenait elle-même avant de pénétrer le monde et de se frotter à la culture de ce parti, durant le référendum sur Charlottetown. «Je ne faisais pas confiance à M. Parizeau.»

Mais dès qu'elle a travaillé avec les péquistes, elle a «trouvé une ouverture». Et trouvée aussi des péquistes qui, comme elle, étaient venus à la souveraineté après avoir cru au renouvellement du fédéralisme. «Ce n'est pas péché au PQ d'avoir été fédéraliste», dit-elle.

Si le PQ reste à leurs yeux rébarbatif, elle leur suggère de passer par le Bloc québécois de Lucien Bouchard. Dans lequel militent nombre d'anciens libéraux déçus, dit-elle. Ce parti fait la preuve qu'on peut être souverainiste sans être péquiste.

Mais le Bloc, pas plus que le PQ, n'a velléité hégémonique. Et Mario Dumont, comme d'autres peuvent préférer organiser leur propre véhicule. Mais si Dumont veut fonder un parti distinct, et qu'il est en même temps souverainiste, «qu'il permette au PQ de prendre le pouvoir». Il fondera son parti après, dit-elle. «Qu'il le fonde dans le contexte d'un Québec souverain.»



Bob Rae a galvanisé hier ses troupes.

PHOTO PRESSE CANADIENNE

Rae reprend du poil de la bête

Il a réussi à écarter les critiques sur son leadership

Toronto (PC) — Le premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, Bob Rae, a réussi à écarter les critiques portant sur son leadership en fin de semaine, lors d'une importante réunion du conseil provincial du NPD.

Non seulement M. Rae a fait battre une résolution demandant que son leadership soit remis en question dès ce printemps, mais il semble avoir réussi à mettre de côté les problèmes internes qui animent son parti depuis l'adoption de l'impopulaire contrat social ontarien.

Ces problèmes sont d'autant plus graves qu'ils ont provoqué une rupture avec le mouvement syndical ontarien plus tôt cette semaine.

Lors du discours de clôture qu'il a livré devant ses militants hier matin, M. Rae a reçu un accueil extraordinairement chaleureux. Il a galvanisé ses troupes en vantant les succès de son gouvernement — toutes les mesures dites «de gauche», comme la loi sur les relations de travail, les garderies, l'équité en emploi — et en invitant le parti à se tourner vers l'avenir, soit les prochaines élections, prévues pour le début de 1995.

«Nous disposons de 18 mois pour

travailler avec les gens, les rassembler et pour passer à travers les difficultés que nous avons connues», a déclaré M. Rae devant un auditoire de 300 délégués. Il a livré une attaque virulente contre l'opposition libérale et conservatrice à Queen's Park, disant que ces deux partis n'avaient pas de solutions solides et crédibles aux problèmes économiques qui accablent l'Ontario.

«Gardons la tête haute, et nous avons fait de notre mieux, et nous l'avons fait de façon plus juste que d'autres (au pouvoir) l'auraient fait. (...) Vraiment, quand on se regarde, on se console.»

La performance de M. Rae devant ses militants en fin de semaine était importante, dans la mesure où son gouvernement a été secoué par plusieurs crises la semaine dernière.

Il a notamment perdu l'appui officiel de la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) qui, lors de son assemblée annuelle, a décidé de retirer son soutien au NPD à moins que ce dernier ne mette fin à la législation sur le contrat social dans le secteur public ontarien.

Cette rupture historique est un coup dur pour le NPD, dont la base est syndicaliste.

TÉL.: 985-3344

ANNONCES CLASSÉES

FAX: 985-3340

LES ANNONCES CLASSÉES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344 Télécopieur: 985-3340

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes Montréal H2Y 3S6

I.N.D.E.X REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

AMEUBLEMENT complet de bureau neuf et usagé. 685-4051. Les Aménagements F.B. Inc.

STYLOS, réplique marque prestigieuse. 205/216. 646-6266.

390 DIVERS

MAGNIFIQUES RIDEAUX DE DENTELLE FRANÇAISE. 278-4578.

405 SANTÉ, SERVICES COMMUNAUTAIRE

SECRETÀIRE MÉDICALE avec expérience, parfaitement bilingue (écrite, lire et parler) pratique I.R.M. Envoyez votre C.V. + 2 lettres de réf. DOSSIER 411. Le Devoir, C.P. 6033, Succ. Place d'Armes, Montréal, Qc. H2Y 3S6

529 SERVICES PROFESSIONNELS

SERVICES INFORMATIQUES: entretien, anti-virus, autres... Léo: 524-7755.

530 COURS

MATHÉMATIQUES-COURS PRIVÉS. Assistance pour travaux Philippe, 521-1559

575 DÉMÉNAGEMENT

GILLES JODOIN TRANSPORT INC Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

695 AUTOMOBILES

1987 CHEVROLET Blazer, V6, 2X4, automatique, 2.8 Injection, 116,000 kms, garantie impeccable. 7.600\$. (514) 499-9696

Golf '88, impeccable. 5 vitesses, 90 000 kms, toit ouvrant, un seul propriétaire. 4 200 \$. 482-0390

176 CHALET À LOUER

Joli chalet 2 c.a.c., foyer, ski de fond et ski alpin. Laurentides, saison d'hiver de 9h à 17h (613) 996-3750

180 A PARTAGER

2 CHAMBRES: pour 250\$, non-fumeurs. Plateau Louis. 524-7755.

OUTREMONT, U. de M., Penthouse, 6 1/2 p., terrasse soleil, chat, n.f., 3255\$m. Guy. 733-4365, 739-6888

190 GARAGES À LOUER

VILLE ST-LAURENT Places de garage chauffé Libre imm. 333-1402.

251 BUREAUX À LOUER

LUXUEUX bureaux, 2 500 pi.ca. avec petit entrepôt et quoi. Aussi espaces 300 pi.ca. et +. Coin 13 et 40, ville St-Laurent 478-0500.

Recherchons FAMILLES D'ACCUEIL À LONG TERME pour animaux saisis

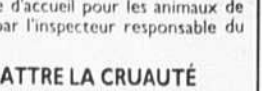
Le Département des enquêtes et inspections de la SPCA de Montréal est à la recherche de foyers d'accueil à long terme pour plusieurs chats saisis parce que maltraités et négligés.

Conditions Alors que les cas de saisies sont en attente de procès, les animaux, placés sous la garde de la SPCA, ont besoin de soins médicaux nécessaires. Certains d'entre eux souffrent de problèmes de santé ou de problèmes de comportement les rendant non-adoptables à être placés en famille d'accueil. Pour les autres qui sont de bons candidats, nous sommes à la recherche de familles responsables pouvant les accueillir pour une période de temps indéterminée et leur offrir affection et bons soins.

La SPCA pourvoiera aux besoins en nourriture et literie, assurera le suivi vétérinaire et fournira les médicaments. Il serait préférable que les familles voulant faire de l'accueil aient de l'expérience avec les animaux. Toute personne ou individu désirant s'inscrire comme famille d'accueil pour les animaux de saisis sera visité au préalable par l'inspecteur responsable du projet «Familles d'accueil».

AIDEZ-NOUS À COMBATTRE LA CRUAUTÉ

SPCA Téléphonez dès aujourd'hui la SPCA et demandez Lyne Duhaime au 735-2711, local 236



Montreal (514) 527-2194 Québec (418) 681-9989 Estrie (819) 822-2125 1-800-363-0063

Est décédée paisiblement dans son sommeil à sa résidence de Montréal, le 28 novembre 1993, à l'âge de 87 ans, Elle laisse dans le deuil son fils Peter Dale et sa belle-fille Fiona Kabatnick, ainsi que ses petits-enfants, Cassia, Mika et John Scott. Elle laisse également sa sœur Anna et son frère Clunie.

Les funérailles auront lieu en la chapelle de l'Université McGill, 3520 Université, le lundi 29 novembre à 14 heures. Un service commémoratif se tiendra au McGill Faculty Club, situé au 3450 McTavish, le 13 décembre à 15 heures. Remerciements spéciaux à tous ceux qui ont rendu ses derniers mois plus agréables. Ses dernières volontés, prière de ne pas envoyer de fleurs. Des dons peuvent être faits au Canadian Peace Alliance, 555 rue Blair, Ouest, suite 5, Toronto, M5S 1Y6

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

AHUNTSIC Cottage semi-détaché, 8 pièces, garage chauffé. Près métro et rivière. Rue possible. 217-0005 Par prop. 387-9512.

OUTREMONT, cottage 3 c.c., bureau entrée privée, idéal profess., renové 1992. 295.000\$. Pas d'agent. 843-4429

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

LOFTS Luxes et Voluptés, insonorisés, 700 à 3 000 pi.ca., stat. inf., terrasse. 65 000\$ et plus. 252-LOFT.

OUTREMONT, 1777, du Manoir. 4 c.c., r-c-c., très lumineux, 1 800 p.ca., renové, insonorisé, garage chauffé. 253.000\$. 344-2648

OUTREMONT, une rue, un toit sur Bloomfield, 7 1/2, réduit à 98 000\$ et +, ensolleilé, balcon. 256-2222, 286-4342.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

PRÉS HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT Condominium de prestige, tour du Méridien, 6ième étage, vue dégagée et superbe sur ville et boisé protégé, lumière. Intérieur 1 500 pi.ca. plus terrasse près de 400 pi.ca., 2 s.bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, concierge résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704

SUTTON Chalet sur 2 acres de terrain aménagé, 2 c.c., 59 000\$. J. GIROUX, Imm. Dynamiques, 1-538-4000.

121 CANTONS DE L'EST

AHUNTSIC Grand loft, près métro, terrasse, personne seule ou couple. 550\$/mois. Jour: 878-2787, soir: 389-3008.

BOUL. ST-JOSEPH, près métro, 6 1/2 libre ter. déc. 7005 844-7704 ou 845-0018.

C.D.N. Spacieux 3 1/2, meublé, tranquille, chauffé, gaz et élect. inculc. Tél. en sus 600\$/mois. 735-4192.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffés, gym., "sun deck". 277-5873.

PLATEAU 4 1/2, Fullum et Mont-Royal, élect. locataires, face au parc, salon double. 4505 253-8803.

SOUS-LOCATION, JAN. 94, St-Léonard, haut duplex, 4 1/2 chauffé, entr. lav./séch. 485\$/mois. 253-0694

121 CANTONS DE L'EST

AHUNTSIC Grand loft, près métro, terrasse, personne seule ou couple. 550\$/mois. Jour: 878-2787, soir: 389-3008.

BOUL. ST-JOSEPH, près métro, 6 1/2 libre ter. déc. 7005 844-7704 ou 845-0018.

C.D.N. Spacieux 3 1/2, meublé, tranquille, chauffé, gaz et élect. inculc. Tél. en sus 600\$/mois. 735-4192.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffés, gym., "sun deck". 277-5873.

PLATEAU 4 1/2, Fullum et Mont-Royal, élect. locataires, face au parc, salon double. 4505 253-8803.

SOUS-LOCATION, JAN. 94, St-Léonard, haut duplex, 4 1/2 chauffé, entr. lav./séch. 485\$/mois. 253-0694

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

A ST-FRANÇOIS, bord de l'eau, maison de prestige. Évaluation 300.000\$. 4 c.c., piscine, 1.500\$/mois. 994-4104.

176 CHALET À LOUER

Joli chalet 2 c.a.c., foyer, ski de fond et ski alpin. Laurentides, saison d'hiver de 9h à 17h (613) 996-3750

180 A PARTAGER

2 CHAMBRES: pour 250\$, non-fumeurs. Plateau Louis. 524-7755.

OUTREMONT, U. de M., Penthouse, 6 1/2 p., terrasse soleil, chat, n.f., 3255\$m. Guy. 733-4365, 739-6888

190 GARAGES À LOUER

VILLE ST-LAURENT Places de garage chauffé Libre imm. 333-1402.

251 BUREAUX À LOUER

LUXUEUX bureaux, 2 500 pi.ca. avec petit entrepôt et quoi. Aussi espaces 300 pi.ca. et +. Coin 13 et 40, ville St-Laurent 478-0500.

MOTS CROISÉS

Grid for crossword puzzle with numbers 1-12 across and down.

HORIZONTALLEMENT

- 1- Colossal. — Cobalt.
2- Convertir du fer en acier. — Barre fermant une porte.
3- Noire. — Nom de deux chaînes de montagnes.
4- Rangée de bancs. — Xénon. — Dans.
5- Quatre. — Rayon. — Possédent.
6- Punir. — Préfixe signifiant «au-delà de».
7- Suppression de la voyelle finale. — Crochet.
8- Elle habite Edimbourg.
9- Action.
10- Habitant.
11- Équivalent. Monnaie russe. Polage espagnol.
12- Une fraction. — Saille.

VERTICALEMENT

- 1- Obsession. — Papillon de jour.
2- Étouardi. — Sujet pensant (Philos.).
3- Capitale de la

Lettonie. — Dépravé.
4- Époque où le cerf est bon à chasser. — Bismuth.
5- Engrais. — Ridicule.
6- Nuire. — Armée. — Éminence.
7- Légumineuse. — Lieu planté d'aunes.
8- Relégation. — Personnage de l'Othello de Shakespeare.
9- Issu. — Éprouvais.
10- Lettre grecque. — Espèce de lichen.
11- Serrure mobile. — Mit bas.
12- On le voit en train de prier. — Saison. — Reçu.

Solution de samedi

- JUPITERIENNE
JOTABRUS BEAU
NI VELOPES
CLERICALIER
HIERILE AAR
REFFEREE
BRARREMEUR
PLI AMUREIRA
PLANES VIT
O C D E P I C E R
TABLER UNITE

Advertisement for 'Objectif 24,5 millions' with a key graphic and contact info: 22 810 021 \$, Centraide, LE DON DE CHANGER LES CHOSES.

Une saine alimentation fait aussi partie de la prévention

Fondation québécoise du cancer



Montreal (514) 527-2194 Québec (418) 681-9989 Estrie (819) 822-2125 1-800-363-0063

LE DEVOIR

LE MONDE

PERSPECTIVES

Les factions bosniaques restent sur leurs positions

Sarajevo (AFP) — Les leaders des belligérants affichaient des positions inconciliables à la veille de l'ouverture à Genève, à l'initiative des Douze, d'une réunion élargie sur la Bosnie, censée relancer le processus de paix interrompu en septembre dernier, alors qu'un bombardement a fait cinq morts et cinq blessés, hier à Sarajevo.

Le président bosniaque Alija Izetbegovic a indiqué à la presse, avant de quitter Sarajevo hier pour Genève, que l'aide humanitaire serait sa « première priorité » et qu'il demanderait que la force puisse être utilisée pour la protection des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine.

Un grand convoi d'aide humanitaire est cependant arrivé hier à Sarajevo, apportant notamment le premier chargement de fuel dans la capitale bosniaque depuis près de quatre mois, a annoncé Ray Wilkinson, un porte-parole du HCR (Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés).

Le convoi avait été bloqué plusieurs jours par les Serbes bosniaques à Zvornik (nord-est de la Bosnie-Herzégovine, à la frontière avec la Serbie).

M. Izetbegovic a par ailleurs indiqué qu'il demanderait un renforcement des sanctions contre Belgrade si les Serbes refusent de rendre des territoires aux Musulmans. Il entend également réclamer l'instauration d'un embargo contre la Croatie si les Croates lui refusent une sortie sur la mer Adriatique au niveau de Neum.

Interprète des positions officielles, Radio-Belgrade, a estimé hier « inacceptable » que l'action humanitaire ait à Genève la priorité sur l'effort d'arrêter la guerre et que la levée de l'embargo soit liée à l'arrêt de toutes les hostilités.

« La Yougoslavie ne pourra non plus accepter l'exigence de l'Union européenne, soutenue par les États-Unis, que la solution finale à la crise en ex-Yougoslavie soit tributaire du règlement du prétendu problème du Kosovo, du Sandzak et de la Voïvodine » (provinces serbes pluriethniques), a ajouté le commentateur de la radio officielle.

S'exprimant à la même radio, le leader des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, a exclu hier la possibilité de rétrocéder aux Musulmans 3 à 4 pour cent de territoires supplémentaires en échange d'une suspension progressive des sanctions infligées par l'ONU à la Serbie et au Monténégro.

M. Karadzic a accusé les organisateurs de la réunion d'aujourd'hui de « préparer un nouvel acte d'accusation » contre les Serbes et de « chercher à dresser les Serbes uns contre les autres ».

Samedi, M. Karadzic avait fait part à l'agence serbe bosniaque de son intention de réclamer pour les Serbes bosniaques 64% des territoires de la Bosnie-Herzégovine (contre les 52% que leur accordent le plan Owen-Stoltenberg alors qu'ils en contrôlent 70%).

La Croatie, qui sera représentée par son président, M. Franjo Tudjman, s'opposera pour sa part à une Bosnie-Herzégovine « unitaire », a indiqué le chef du cabinet présidentiel, M. Jure Radic, cité hier par la radio croate.

Les Croates bosniaques refusent d'être « des citoyens de second rang », a déclaré M. Radic, soulignant que la Bosnie-Herzégovine peut demeurer un « sujet de droit international » à condition qu'elle soit constituée de « trois républiques ou entités dotées chacune de sa propre souveraineté ».

Sur le terrain, cinq personnes ont été tuées et cinq autres grièvement blessées hier dans un bombardement sur le centre de Sarajevo, a-t-on appris de source hospitalière.

EN BREF

APPEL À LA RÉCONCILIATION

Nairobi (AFP) — La veuve du président burundais Melchior Ndadaye, assassiné lors d'une tentative de coup d'État le 21 octobre, a lancé un appel à tous les Burundais pour qu'ils déposent les armes et cessent les tueries, a rapporté samedi soir Radio Burundi, captée par les services d'écoute de la BBC. La radio a par ailleurs indiqué qu'une dizaine de personnes avaient été tuées depuis vendredi au cours d'affrontements dans le quartier de Ngagara, dans la banlieue de Bujumbura. Dans son appel, Mme Laurence Ndadaye a demandé aux Hutus, aux Tutsis et aux Twas, les trois ethnies présentes au Burundi, de « déposer leurs couteaux » et de faire preuve de patriotisme. « Il est plus facile de détruire une nation que de la construire », a-t-elle dit, en leur demandant de s'unir pour « reconstruire un Burundi nouveau ». Les funérailles du président Ndadaye et de six autres personnalités assassinées lors de la tentative de coup d'État, prévues le 29 novembre, ont été reportées au 6 décembre, en raison de l'insécurité et de la tension qui prévalent encore dans le pays.

IL FAUT TUER RUSHDIE

Tunis (Reuters) — Le numéro un de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi, estime que non seulement il faut tuer l'écrivain Salman Rushdie, mais que son roman « Les Versets sataniques » doit être pilonné. « Je n'appelle pas personnellement à l'exécution de l'auteur de ce livre parce que cela, l'ayatollah Khomeini l'a déjà fait, mais ce que je demande, c'est la destruction du livre lui-même », a déclaré Kadhafi dans un communiqué diffusé samedi soir par l'agence de presse libyenne Jana. Il critique les « chefs d'État chrétiens » qui ont rencontré Rushdie.

GAIDAR NÉGOCIE DES ALLIANCES

Moscou (Reuters) — Le premier vice-premier ministre russe, Egor Gaidar, a annoncé hier que sa formation, le Choix de la Russie, avait entamé des négociations avec d'autres partis pour faire échec aux opposants aux réformes lors des élections législatives du 12 décembre. Principal artisan des réformes économiques, Egor Gaidar a déclaré à l'agence Interfax que le Choix de la Russie allait effectuer des sondages dans les circonscriptions pour voir s'il y a un risque que le vote en faveur des réformes se disperse sur plusieurs candidats et donne finalement la victoire à l'opposition.

Rabin veut un accord détaillé avec l'OLP
Un membre du Fatah est tué par des soldats israéliens

Jérusalem (AFP) — Le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, a insisté hier pour parvenir à un accord détaillé avec les Palestiniens sur le retrait israélien de la bande de Gaza et la région de Jéricho en Cisjordanie.

« L'essentiel est qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur les modalités d'application de l'accord », a déclaré M. Rabin lors de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, laissant entendre qu'il était moins important d'arriver à un arrangement à la date prévue du 13 décembre, a-t-on indiqué de source gouvernementale.

Aux termes de l'accord signé le 13 septembre entre Israël et l'OLP, l'armée israélienne doit entamer son retrait de Gaza et de Jéricho le 13 décembre. Des négociations doivent reprendre en principe demain en Égypte entre Palestiniens et Israéliens pour parvenir à un accord sur les modalités de ce retrait.

M. Rabin avait récemment affirmé que « le 13 décembre n'est pas une date sacrée. C'est un objectif, mais si cela doit prendre un peu plus de temps, ce n'est pas grave dans la mesure où cela peut éviter des malentendus ».

« Nous n'avons pas l'impression que la négociation traverse une véritable crise. Il y a des difficultés, mais c'est normal », a déclaré pour sa part aux journalistes le ministre israélien de l'environnement, Yossi Sarid, à l'issue du conseil des ministres.

« Je suppose que nous parviendrons à un accord d'ici le 13 décembre. Mais l'essentiel c'est que le retrait israélien qui doit commencer après cette date soit terminé le 13 avril », a-t-il ajouté.

Le conseil des ministres israélien a été consacré aux problèmes principaux sur lesquels achoppent les négociations israélo-palestiniennes: la délimitation exacte du futur district autonome de Jéricho, ainsi que la question du contrôle des postes-frontières avec l'Égypte et des ponts sur le Jourdain, selon la même source.



Le leader de l'OLP, Yasser Arafat, et sa conseillère, Hanane Ashraoui, ont donné une conférence de presse hier à Helsinki, en Finlande.

Du côté palestinien, on souligne l'importance du problème des prisonniers. Un responsable de Cisjordanie occupée, M. Ziad Abou Ziad, a annoncé qu'il suspendait sa participation aux négociations avec Israël pour protester contre le maintien sous les verrous de douze mille Palestiniens.

Lors d'une conférence de presse à Jérusalem-est, il a accusé le gouvernement israélien de ne pas remplir ses engagements de libérer en masse les prisonniers palestiniens. « Je suspends ma participation pour protester contre la manière dont Israël traite cette question », a-t-il déclaré.

« Il était entendu qu'Israël libérerait progressivement tous les prisonniers même si cela n'était pas stipulé expli-

citement dans l'accord entre Israël et l'OLP du 13 septembre », a-t-il précisé.

Le chef de l'OLP Yasser Arafat avait affirmé samedi à Stockholm qu'Israël procède à un « véritable sabotage » des pourparlers.

Par ailleurs, des soldats israéliens ont abattu hier un membre des « Faucons du Fatah », bras armé de la principale composante de l'OLP, et blessé un autre dans la bande de Gaza occupée, a-t-on annoncé de sources palestiniennes.

Le Palestinien, dont l'identité n'a pas été précisée, a été tué lors d'un échange de tirs entre un groupe des « Faucons du Fatah » et des militaires dans le camp de réfugiés de Khan Younés, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Ce décès porte à 1144 le nombre de Palestiniens tués par des tirs de soldats ou de colons israéliens depuis le début de l'Intifada en décembre 1987, selon un décompte établi par l'AFP à partir de sources palestiniennes et israéliennes.

Enfin, le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, a déclaré hier, lors d'une conférence de presse à Helsinki, que les négociations de paix entre Israël et l'OLP se poursuivraient, la centrale palestinienne tenant à leur « donner une nouvelle chance ».

Après avoir affirmé samedi à Stockholm qu'Israël procédait à un « véritable sabotage » des pourparlers, qui se trouvaient, selon lui, « dans l'impasse », M. Arafat a ajouté hier que l'OLP était restée en contact avec Israël au cours de dernières 24 heures.

ULSTER

Des protestants réclament la démission de Major

Londres (Reuters) — Les protestants nord-irlandais partisans de la ligne dure ont exigé hier la démission du premier ministre, John Major, et du secrétaire à l'Irlande du Nord, Patrick Mayhew, après la révélation de contacts entre Londres et l'IRA.

Le chef de gouvernement britannique, par la voix de son porte-parole, a défendu l'attitude de Londres. « Il aurait été irresponsable pour un premier ministre d'ignorer l'IRA alors qu'elle venait vers nous en disant qu'elle voulait mettre fin à la guerre et mettre fin à la violence ».

Patrick Mayhew a estimé hier qu'il aurait été impardonnable de ne pas répondre aux ouvertures de paix dans un conflit qui a fait 3000 morts en 25 ans.

« J'ai des responsabilités et avant tout la responsabilité de chacune des vies en Irlande du Nord », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Il a ajouté qu'il ferait une déclaration à la Chambre des communes aujourd'hui et publierait la correspondance avec l'IRA.

Mais les révélations sur l'existence de contacts secrets entre le gouvernement et le Sinn Féin, aile politique de l'IRA, risquent de faire échouer les efforts de John Major pour mettre fin au conflit en Ulster,

en déclenchant la fureur des protestants.

Les unionistes ont accusé le premier ministre d'avoir menti en affirmant qu'il ne négocierait jamais avec des « terroristes », qui, en 1984, ont failli éliminer le gouvernement lors d'un attentat à la bombe à Brighton.

« Sir Patrick a menti publiquement et ouvertement au peuple d'Irlande du Nord », a déclaré Peter Robinson, vice-président du Parti unioniste démocratique. « La seule chose que Sir Patrick puisse faire, c'est de démissionner », a-t-il ajouté. « Major est exactement dans la même position ».

Pour les unionistes, le risque est grand de voir Londres sacrifier leurs intérêts au profit d'un accord avec les républicains.

Ces révélations ne font toutefois que confirmer ce que beaucoup suspectaient depuis longtemps, c'est-à-dire que Londres avait approché l'IRA.

Le gouvernement a souligné que ces contacts ne s'étaient jamais déroulés à un niveau officiel et qu'il ne s'agissait pas de négociations.

John Major n'a pas le sentiment d'avoir trompé le parlement, ont ajouté des responsables, en rappelant les termes de sa déclaration du

18 novembre: « S'ils nous adressent un tel message, nous sommes prêts à les écouter, et il serait irresponsable de ne pas le faire ».

Mais John Major s'était alors gardé de dire que l'IRA avait franchi le pas depuis le mois de février.

L'annonce de ces contacts a été faite samedi soir par le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, qui a pris de court la publication par l'Observer d'un article affirmant l'existence de contacts que le gouvernement avait jusqu'ici démentis.

L'IRA, selon le gouvernement, a contacté Londres en disant qu'elle souhaitait mettre fin à sa campagne de violences.

« Le gouvernement a répondu à la demande de conseil de l'IRA. La réponse réaffirmait dans un message privé ce que le gouvernement a toujours dit en public. A savoir qu'il fallait avant tout un arrêt véritable de la violence ».

Martin McGuinness, militant du Sinn Féin, a de son côté invité hier la Grande-Bretagne à parler ouvertement.

« Arrêtez l'hypocrisie et reconnaissez-nous », a-t-il dit à la BBC. « Le gouvernement britannique doit comprendre au fil du temps ce qu'il ne peut plus dicter avec nous dans l'arrière-salle ».

SOMALIE

Aidid et Mahdi ne vont pas à Addis-Abeba

Mogadiscio (Reuters) — Deux chefs de clan somaliens, le général Mohamed Farah Aidid et son rival Ali Mahdi, ont annoncé hier qu'ils n'assisteraient pas à la conférence des Nations unies sur la Somalie, présentée comme la réunion de la dernière chance pour ramener la paix.

Le porte-parole d'Aidid a déclaré à la presse que ce dernier n'irait pas aujourd'hui à Addis-Abeba parce que huit de ses partisans restent détenus par les casques bleus déployés en Somalie.

Aidid est ouvertement hostile aux Nations unies depuis que ses partisans ont été accusés de la mort de 24 casques bleus pakistanais en juin. L'ONU avait ensuite lancé contre lui une chasse à l'homme qui a été interrompue le mois dernier.

Deux délégués de l'Armée nationale somalienne de Mohamed Farah Aidid iront toutefois dans la capitale éthiopienne mais ne s'asseoiront pas à la même table que les représentants de l'ONU, a ajouté le porte-parole.

Pour sa part, Ali Mahdi, rival d'Aidid, a lui aussi annoncé qu'il ne participerait pas à la conférence mais y enverrait des représentants.

Cette conférence, prévue sur trois jours, vise à réconcilier les factions somaliennes et obtenir leur soutien aux efforts humanitaires de l'ONU.

Elle devrait réunir cinq représentants de chacune des 18 régions somaliennes et deux délégués de chacune des 16 factions politiques. L'Onusom, opérant des Nations unies en Somalie, a en outre convié 18 hommes d'affaires somaliens à y participer.

La conférence, présidée par le sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires humanitaires, Jan Eliasson, accueillera aussi des représentants des organisations de l'ONU, des institutions humanitaires et des États qui financent l'aide en Somalie.

Échec des négociations sur la démocratisation de Hong Kong

Hong Kong (AFP) — La Chine et la Grande-Bretagne se préparaient hier à un affrontement à propos de Hong Kong après l'échec de leurs pourparlers sur une démocratisation de la colonie britannique avant son retour sous le contrôle de Pékin prévu pour 1997.

Le gouverneur de Hong Kong, Chris Patten, a déclaré que l'administration britannique déciderait d'un plan d'action dans les prochains jours après qu'une 17e session de négociations achevée samedi à Pékin eut échoué à rapprocher les points de vue.

Pour la première fois, les deux parties n'ont même pas convenu d'une nouvelle rencontre, après quelque huit mois de discussions débutées en avril.

« Je continue d'espérer que nous puissions nous entendre », a déclaré M. Patten, dont les propositions d'une démocratisation de la vie politique locale, à l'automne de l'an dernier, sont à l'origine de la polémique.

Le ton n'est pourtant pas à l'optimisme dans la colonie. « Nous n'avons pas besoin d'attendre », estimait hier l'indépendant et influent journal Ming Pao. « Les gens de Hong Kong peuvent maintenant juger par eux-mêmes. Ils ont été trahis à la fois par les Chinois et les Britanniques », a-t-il écrit.

On s'attend à ce que la Grande-Bretagne

abandonne les négociations quand M. Patten aura consulté l'exécutif de Hong Kong et reçu le feu vert du premier ministre britannique, M. John Major.

Les analystes politiques prévoient qu'il introduira ensuite son projet de réformes devant la législature locale, peut-être dès le mois prochain.

M. Patten a refusé hier de confirmer ce scénario mais il a laissé entendre qu'une action unilatérale était sa principale option.

« Notre patience s'amenuise, c'est compréhensible, et nous allons examiner comment aller de l'avant avec calme et modération », a-t-il dit. « Nous n'avons pas été capables de nous entendre sur les choses simples, alors vous pouvez imaginer que le fossé sur les grands dossiers reste considérable ».

La principale pierre d'achoppement est l'exigence de Londres que tous les législateurs qui seront élus en 1995, et notamment les adversaires du régime communiste, puissent aller au bout de leur mandat de quatre ans après la rétrocession à la Chine deux ans plus tard.

Pékin a averti que si M. Patten faisait adopter ses réformes sans son accord, la Chine dissoudrait le parlement local en 1997 et organiserait de nouvelles élections avec ses propres critères.

15 morts au Cachemire

Srinagar (AFP) — Les autorités indiennes ont envoyé hier des renforts dans la ville de Sopore au Cachemire, où des affrontements entre soldats indiens et séparatistes musulmans ont fait 15 morts samedi, a indiqué la police.

Un premier groupe de six personnes, parmi les séparatistes qui s'étaient retranchés pendant un mois dans la mosquée d'Hazratbal, près de Srinagar, avant de se rendre le 16 novembre, a d'autre part été libéré sous caution dimanche, a-t-on appris de même source.

Concours menu de Noël

Les conseillers en vin de la Société des alcools du Québec vous offrent l'occasion unique de vous suggérer les meilleurs vins ou spiritueux qui accompagneront parfaitement votre menu de Noël.

Ainsi, pour la réussite de votre repas du temps des Fêtes, envoyez votre menu de Noël détaillé par télécopieur ou par la poste à l'adresse suivante:

SOCIÉTÉ DES ALCOLS DU QUÉBEC
Concours menu de Noël
905, avenue de Lorimier
Montréal H2K 3V9
Télécopieur: (514) 864-5400

D'ici Noël, vous recevrez, par la poste, la liste des vins appropriés à votre menu. Mais, en plus, courez la chance de gagner des prix...

À gagner!

DES PRIX PRESTIGIEUX
Du 6 au 18 décembre prochain, à chaque jour (excluant le dimanche) courez la chance de gagner une des douze selections de vins d'une valeur de 100 \$ chacune. Pour participer, envoyez tout simplement votre menu en y inscrivant votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone. Les gagnants seront choisis au hasard parmi les menus reçus. Un seul menu accepté par personne.

LE GRAND PRIX
Le 21 décembre prochain, un tirage au sort parmi tous les menus reçus déterminera le grand gagnant du Concours menu de Noël. Le prix: votre menu de Noël réalisé par le chef exécutif M. Gérard Beyer de l'Hôtel Quatre-Saisons de Montréal pour 10 personnes de votre choix. Le repas se déroulera à la Maison du Gouverneur le 26 décembre 1993. Valeur de ce prix: 3 000 \$

Société des alcools du Québec **Piel** LE DEVOIR Le Quatre-Saisons MAISON DU GOUVERNEUR

É D I T O R I A L

Le gouvernement s'émiette

Gilles Lesage

Depuis près d'un an, en fait depuis la rechute cancéreuse de M. Bourassa, le gouvernement va cahin-caha à Québec. La situation est préoccupante. La désorganisation galopante inquiète même M. Ghislain Dufour, le président du CPQ.

Le premier ministre Robert Bourassa n'a jamais été reconnu pour être autoritaire et expéditif. Il est plutôt du genre à compter sur le temps pour arranger les choses, à tergiverser jusqu'à ce que la décision soit inévitable, à se livrer à la procrastination quasi permanente. Il laisse ainsi à ses ministres et autres collaborateurs toute la corde voulue pour se faire valoir et, souvent, pour se pendre. À la suite de la terrible maladie, qu'il a combattue avec grand courage et dignité, et surtout depuis l'annonce de sa démission, à la mi-septembre, les tendances fondamentales du chef du gouvernement se sont fâcheusement accentuées. Au point que l'on se dit, selon la boutade cruelle, que ce serait une bonne idée d'en avoir un: un premier ministre, un gouvernement.

N'ayant plus rien à prouver ni aucune ambition personnelle, mais jouissant de la confiance des ministériels et de l'estime générale, on se serait attendu à ce que M. Bourassa profite de ses quatre derniers mois de «règne» pour assurer une transition harmonieuse et ordonnée. Cette tâche s'impose d'autant plus que, parvenu à la cinquième année d'un deuxième mandat, le gouvernement est manifestement fatigué et essoufflé. La vie publique est de plus en plus difficile et exigeante. Plusieurs ministres, sur la brèche depuis 1985 et même avant dans certains cas, s'apprêtent à poser le même geste que M. Bourassa, sinon au cours des prochaines semaines, du moins lors des élections, prévues pour le début de l'été ou pour septembre prochain au plus tard. Or, plutôt que d'user habilement de son prestige d'*«elder statesman»*, le premier ministre accredité la pénible impression qu'il est déjà parti et que chacun, plus que jamais, peut agir à sa guise.

Ca donne des résultats pitoyables, catastrophiques même. Ça va des deux ministres Côté qui font comme si, après eux, c'était le déluge, jusqu'au maréchal et à la débânde généralisée, en passant par le laxisme des uns, le je-m'en-foutisme des autres. Sur fond de reprise économique dite léthargique — quel euphémisme tragique pour les travailleurs qui continuent d'être mis à pied par milliers, y compris à LA Banque, la Royale, évidemment — et de relance anémique. Comme si l'usure du pouvoir entraînait avec elle, en corollaire obligé, le quant-à-soi technocratique et la paralysie administrative.

Les exemples abondent de ce laisser-aller en forme de sauve-qui-peut. Ainsi, le ministre des Forêts se moque allégrement des directives gouvernementales quant aux primes de séparation accordées à ses collaborateurs, et même d'une décision explicite du conseil exécutif. M. Albert Côté a traité si généreusement ses adjoints en instance de quitter son cabinet qu'il a soulevé l'ire générale, y compris de députés ministériels. Ceux-ci, aux prises avec des fonctionnaires aux salaires gelés, sinon réduits, en ont marre du traitement de faveur accordé à du personnel politique, notamment celui du ministre des Forêts. Or, après avoir couvert son protégé, M. Côté a dû faire mine de se rétracter. Mais il a récidivé peu après. À l'évidence, M. Bourassa aurait dû faire un exemple et sévir, en rétrogradant le récalcitrant à l'arrière-ban. Son autorité ainsi bouffée impunément, le premier ministre a laissé dire et faire.

L'autre Côté, Marc-Yvan, dit «le beau de Matane», est encore plus coriace que son homonyme de Rivière-du-Loup. Depuis des mois, un an même, le ministre de la Santé et des Services sociaux annonce à tous vents qu'il va partir, mais il reste et continue de sévir. Avec des effets désastreux sur à peu près tout ce qu'il touche. Quand ce n'est pas l'Hôtel-Dieu de

Montréal qui est l'objet de sa sollicitude éléphanterque, ce sont les «malades sur pied» qui y goûtent, dans la plus cacophonique improvisation. Comme s'il voulait semer la pagaille et la confusion dans des dossiers extrêmement névralgiques, pour mieux embêter celui qu'il n'a pas réussi, en dépit de tous ses efforts, à écarter de la direction du PLQ et du gouvernement. À l'entendre, la semaine dernière, parler de «commandes» et de «solidarité», on avait plutôt la pénible impression que M. Côté fait de son mieux pour saboter la transition vers M. Daniel Johnson. Et M. Bourassa ne lève pas le petit doigt pour faire cesser ce carnage. Le gouvernement et les Québécois en subiront longtemps les conséquences fâcheuses.

L'indifférence apparente du premier ministre se manifeste de bien des façons. Ainsi, il a bien nommé Mme Monique Gagnon-Tremblay pour succéder au regretté Gérard-D. Levesque aux Finances. À ce titre, c'est elle qui représentera le Québec cette semaine à la Conférence des ministres des Finances, à Halifax, et qui négociera le programme relatif aux infrastructures, tel que promis par M. Chrétien. Mais on ne sait pas encore qui représentera le Québec à la Conférence des premiers ministres, convoquée à Ottawa dans trois semaines. Interrogé par M. Parizeau à l'Assemblée nationale, le premier ministre démissionnaire envoie paître gentiment le chef de l'opposition: s'il est encore à son poste, il ira dans la capitale fédérale; si la transition est faite, ce sera M. Johnson. Il y a de ces réponses évasives qui en disent long sur le manque

total d'intérêt qui prévaut au bunker de la Grande-Allée depuis des mois. Même les décisions les plus normales, voire routinières, ne se prennent plus, par les temps moroses qui traînent à Québec. On trouve bien le moyen d'attribuer des fonctions lucratives aux amis du régime, mais le Protecteur du citoyen attend depuis quinze mois le renouvellement de son mandat. En effet, le terme de cinq ans de M. Daniel Jacoby est terminé depuis septembre de l'an dernier, mais le gouvernement le laisse depuis lors dans la situation extrêmement inconfortable de ne pas savoir ce qui lui pend au-dessus de la tête. Il est fort malsain que l'ombudsman, le chien de garde des citoyens face au monstre bureaucratique, ne sache ce que demain lui réserve. Mais surveillons bien les nominations et promotions émanant des rangs ministériels, comme autant de plantureux cadeaux des Fêtes, au cours des prochaines semaines. Il y en a qui savent à quelles portes frapper pour être écoutés.

Un gouvernement qui s'émiette sous nos yeux, ce n'est pas très joli à observer. Alors que les nuages s'accumulent, que le discernement et la fermeté s'imposent, l'attentisme et l'indécision chronique dominent. Pire, c'est le règne du deux poids, deux mesures: la rigueur pour les fonctionnaires et assimilés, le laxisme pour les contrebandiers, les hors-la-loi, l'économie souterraine, le travail au noir. Fin de mandat chaotique d'un gouvernement dont les objectifs ambitieux d'il y a huit ans sont mis en échec les uns après les autres, qu'il s'agisse du redressement des finances publiques ou de la confiance envers une fonction publique démoralisée, en passant par le reniement de ses engagements, les échecs constitutionnels et le désaveu populaire. L'histoire se répète, comme si, d'un régime à l'autre, de M. Lévesque à M. Bourassa, le premier ministre n'apprenait pas des erreurs de son prédécesseur.

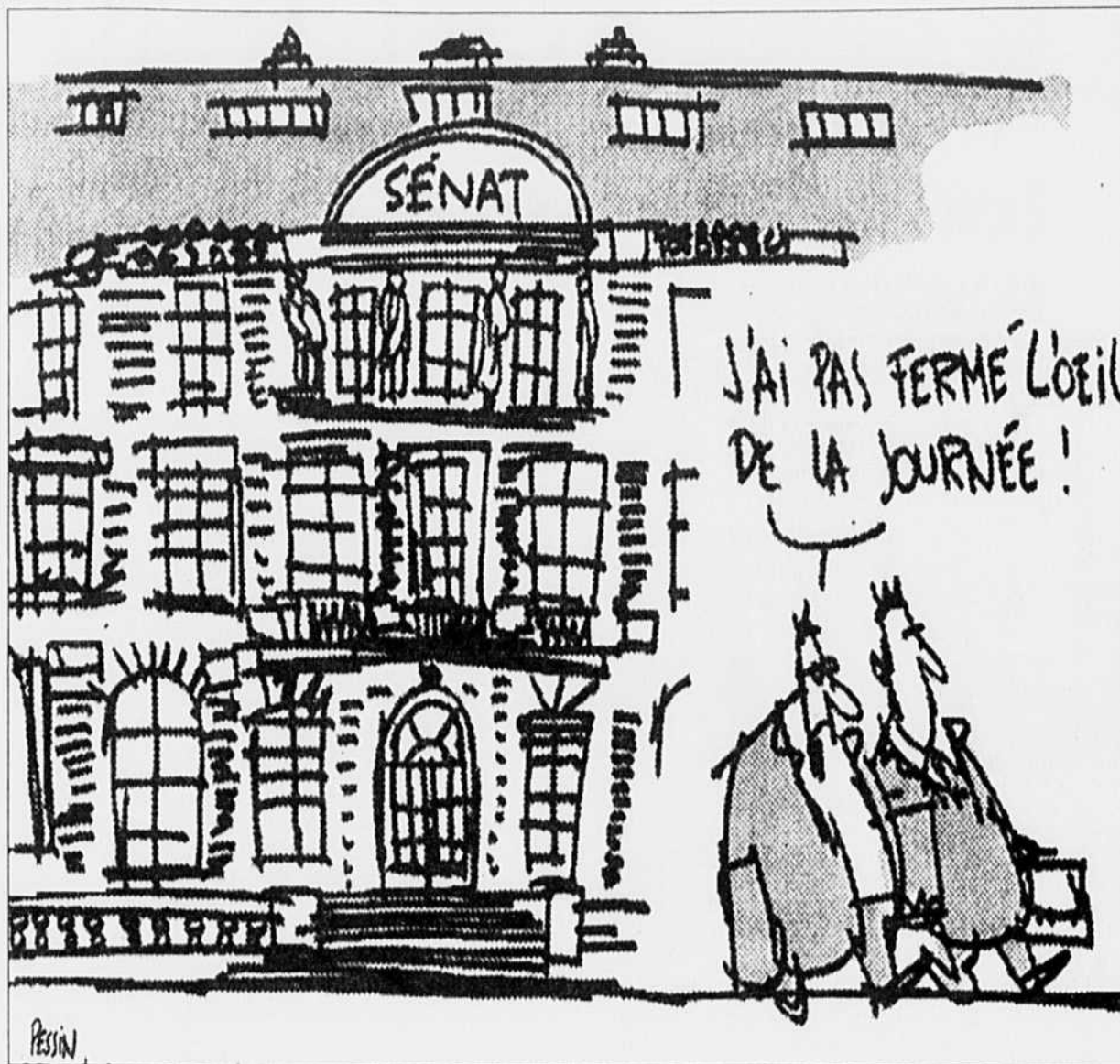
Pour reprendre pied, pour remonter la côte, M. Johnson aura une tâche herculéenne. Comme le notait jeudi le président du CPQ, le plus tôt sera le mieux. Que le successeur de M. Bourassa ait vite les coudees franches. Ce pénible intergène a déjà trop duré.

Pitoyable

fin de mandat,

désolante fin

de régime.



LE MONDE

Les apparences

Les partis politiques sont des civilisations, avec leurs tabous, leur langage, leur code des relations entre groupes et individus, leurs règles du permis et de l'interdit. Le Parti libéral du Canada a longtemps hésité à se remettre entre les mains de M. Jean Chrétien car il le croyait incapable de perpétuer sa civilisation qui se perçoit raffinée, cultivée, urbaine, planétaire. D'où, en 1984, le couronnement d'un John Turner parce que les Torontois aux traits fins et aux tempes grises ressemblaient, en français et en anglais, à un homme du grand monde. D'où la canonisation rétroactive de Pierre Trudeau, causeur et voyageur de classe, malgré qu'il ait mené le pays à la ruine et le parti à l'exil.

D'où aussi le soupir de soulagement qui s'entend entre les trois océans maintenant que le nouveau premier ministre a franchi avec succès l'épreuve mondiale d'un premier sommet international, celui de la coopération Asie-Pacifique. La finesse de M. Chrétien n'est pourtant pas d'avoir su tenir sa fourchette même s'il vient de Shawinigan, ce qui a semblé en surprendre quelques uns à Toronto. Ou d'avoir saisi rapidement la profondeur et la nuance des dossiers qu'on lui avait remis sur des sujets variés, comme des fonctionnaires l'ont confié à une presse aussi étonnée qu'eux. Il a réussi bien mieux. Il a maîtrisé à la perfection les codes de la civilisation libérale canadienne, ces codes qui gouvernent à la fois l'angoisse existentielle du parti et son honneur ultime, c'est-à-dire son image d'indépendance à l'égard des États-Unis, pays aussi puissant que mal dégrossi.

Dans cette affaire, la réalité importe peu. C'est sous le règne libéral des années soixante et soixante-dix que le continentalisme économique, culturel et militaire a fait ses progrès les plus spectaculaires depuis la fondation du Canada; le gouvernement conservateur a simplement pris ensuite acte de la chose et osé lui donner forme dans un traité. Mais il a commis là un péché mortel à des yeux libéraux. Il a renoncé aux apparences de l'indépendance, qui sont de trois ordres désormais bien établis.

Premièrement, il est interdit d'avoir l'air d'aimer les Américains.

LISE
BISSENETTE

M. Chrétien a donc rassuré son monde: il n'ira pas à la pêche avec Bill Clinton; il ne chantera pas des ballades irlandaises avec Bill Clinton; Aline et Jean se garderont de tout week-end à la campagne avec Hillary et Bill. Personnellement, si un nouveau voisin venu d'un pays étranger me jurait ainsi de ne jamais me fréquenter, je le trouverais un peu raciste. Mais que voulez-vous, comme dirait l'intéressé, la famille ne blague pas avec les mésalliances. Deuxièmement, il est interdit d'avoir l'air d'accord avec les Américains, même quand on l'est. Les ministres économiques du nouveau gouvernement libéral signeraient l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) demain, M. McLaren l'a quasiment proclamé avant Seattle. Mais M. Chrétien a rassuré son monde avant, pendant et après sa rencontre avec le grand Satan. Il dirait «au président lui-même» que le Canada avait quatre sujets de mécontentement au sujet de l'ALENA. Et il l'a dit. Et il a ensuite rappelé aux journalistes qu'il le lui avait dit, pour qu'ils le disent à leurs lecteurs. La famille libérale est entrée en liesse.

Troisièmement, il est interdit d'avoir l'air de trouver quelque intérêt aux Américains, même pour en tirer profit. Il faut refuser leurs pompes et leurs œuvres, renoncer à la tentation la plus payante. Du temps de M. Trudeau, cela s'appelait la «troisième voie», celle qui faisait la nique au vil argent américain en courtisant (en vain) les difficiles marchés d'Europe, d'Asie, d'Amérique latine et même du Pôle Nord s'il le fallait. Entouré d'une douzaine de souriants leaders asiatiques, M. Chrétien aurait pu céder ici à la facilité, l'apparence de «troisième voie»

était toute pavée. Il a fait mieux. Il a donné au président chinois, M. Jiang Zemin, l'amitié joyeuse qu'il refuse à M. Clinton. Il paraît qu'ils ont bien rigolé. À défaut de l'observer à la pêche dans des eaux américaines démocratiques, peut-être verra-t-on bientôt notre premier ministre faire du tandem avec M. Jiang sur la place Tien-an-Men. La famille libérale vénénera les photos pour l'éternité.

Le bilan de Seattle est autre, et M. Chrétien le sait mieux que ses servants de messe. Le président Clinton, fort de son éclatante victoire au Congrès qui venait d'adopter l'ALENA, a opposé une fin de non-recevoir aux récriminations canadiennes, et consentira tout au plus à créer des «groupes de travail» pour sauver la face de son voisin, à condition que le gouvernement canadien proclame d'abord l'Accord. Le Sommet a reporté aux calendes grecques la libéralisation réelle du commerce dans la zone Asie-Pacifique, si bien que les Canadiens feraient mieux de s'occuper des marchés de l'Idaho avant de miser sur ceux de l'Indonésie. Enfin M. Chrétien a bel et bien appuyé la déclaration de Seattle, ce «défi» de Bill Clinton à une Europe qui renâcle devant les ultimatus américains dans les négociations du GATT. Le Canada est pourtant signataire, avec quarante pays francophones, d'une déclaration qui soutient les efforts de la France désireuse d'obtenir une «exception culturelle» aux futurs accords du GATT. Au premier appel des États-Unis, le Canada a lâché la troisième voie européenne.

Mais les apparences sont sauves. Le lundi 22, après ce bal du débutant, les analyses convergentes des médias canadiens culminaient dans la grande manchette d'un quotidien torontois: «Chrétien style impresses Clinton». Ce sont d'obligeants adjoints du président qui avaient dispensé les bonnes notes: oui votre premier ministre s'est bien tenu, oui il a compris ce que le grand monsieur lui disait, ou il s'est exprimé avec clarté. Et le président lui a réservé la meilleure place à ses côtés (*pride of place*) pour une photo. Pas besoin de psychanalyse pour comprendre cette analyse: nous sommes aussi colonisés qu'avant. Mais la civilisation libérale, au moins, éteint la lampe avant de s'allonger et de se soumettre.

L E T T R E S

Où es-tu Victor Hugo?

Il est de bon ton d'apprécier l'humour: le troisième degré. À ce rythme, on est seul au septième ciel de l'ironie. Quand on veut bien montrer sa lucidité, on utilise un mot, le sésame de notre culture, on dit: «C'est de l'absurde.» La belle unanimité des bien-pensants en faveur de l'ineffable pont de nos deux cloches nationales me fait bondir. À quoi tient l'aplomb ventrisme intellectuel devant l'émission La p'tite vie? À la naïveté érigée en symbolique de notre pauvreté mentale...

«Je souffre du complexe d'Oedipe», crie à tue-tête la jeune fille. «Quoi? Tu veux un dip?», répond maman. Voilà une réplique, parmi d'autres aussi brillantes droit sorties de la *bolle* de notre Dong sordiale. Une réplique écrite, s'il vous plaît, de ce télégramme dont on ose vanter la subtilité. Wow! Où est-tu Victor Hugo pour leur apprendre que le calembour est la fièvre de l'esprit qui vole?

Ces mêmes esprits snobs qui pâment devant un tel étalage de crénitisme lèvent le nez sur les saynètes du Théâtre des Variétés.

Mais quelle différence y a-t-il entre un *Arvesti* à la Guilda et notre «pôvre» Serge Thériault attifé en vieille femme ridicule? Quelle différence entre un *running gag* éculé et l'obsession d'une tondeuse de gazon? Et que dire de ces rires en boîte qu'on

utilisait autrefois pour obliger l'auditoire à réagir, parce c'était trop *plate*?

Et que dire aussi de ces affreux costumes et perruques qui sont supposés nous amuser... des cheveux rouges! Peut-on croire que des gens s'esclafent encore en voyant un beauf avec une grosse bedaine et des poils de carotte? Ce qui me navre le plus, ce n'est pas que l'on s'amuse à tant d'âneries, mais bien plutôt cette condescendance devant la bêtise, cette aura autour de pierres personnages qui n'ont rien d'archétypiques.

Vous les aficionados de la connerie, arrêtez vos beaux discours. Cessez de prendre les vessies de cette débilite profonde pour des lanternes de l'humour. L'absurde est sacré, n'utilisez pas ce mot pour désigner ces comédies faciles qui méprisent notre intelligence. À force d'entendre *maman* et *papa* parler de sortir les vidanges, j'espère qu'on finira un jour par mettre l'émission au complet aux vidanges.

André Tremblay
Montréal, 24 novembre 1993

Des propos gratuits

J'aime lire LE DEVOIR. Je me suis souvent interrogé cependant sur la valeur des différentes sections qui composent ce journal. Il arrive parfois que je lise des propos insensés, gratuits et dénués de tout fondement.

La chronique de M. Daniel Latouche du 20 novembre 1993 portant sur la globalisation des marchés en est un exemple.

Dénouons donc quelques lignes qui ne résistent pas à l'analyse: «Pourtant, le Japon et les autres pays asiatiques n'ont que faire de cette unanimité en faveur du libre-échange et des blocs économiques. Ils savent très bien que le libre-échange commercial n'a rien à voir avec la prospérité économique...»

Le journaliste du DEVOIR devrait pourtant savoir que la prospérité économique du Japon, comme plusieurs pays d'ailleurs, est basée en grande partie sur sa capacité d'exportation (commerce extérieur), et que, sans le marché américain et européen, le Japon devient extrêmement fragile. Prétendre autre chose m'apparaît plutôt étrange.

Autre citation exemplaire: «Affirmer comme le font les politiciens que le libre-échange serait bénéfique pour la planète entière est une monstruosité qui ne tient pas debout.»

M. Latouche sait-il que la vie n'est pas nécessairement un *zero-sum game*, et que le commerce international est très certainement un facteur déterminant qui concourt à l'amélioration matérielle des sociétés, pauvres et riches.

Pierre Lejeune
Montréal, 22 novembre 1993

À P R O P O S

... de la filiation

La filiation est le lien entre un enfant et un parent. Il existe quatre façons d'établir la filiation. De manière générale, la filiation de l'enfant est établie d'après l'acte de naissance; les noms de la mère et du père doivent normalement y figurer. À défaut de retrouver l'acte de naissance ou une information dans l'acte sur l'un des parents, on peut évoquer la possession d'état qui consiste à démontrer que l'enfant est traité par ses prétendus parents comme leur véritable enfant et qu'il a toujours été considéré dans la société et dans sa famille comme leur enfant. Lorsqu'un enfant naît pendant le mariage ou dans les 300 jours après sa dissolution ou son annulation, le mari est

présupposé être le père de l'enfant; toutefois, si la mère se remarie au cours de cette période de 300 jours, c'est le nouveau mari qui est présumé être le père. Finalement, la mère, le père ou les deux parents peuvent volontairement reconnaître leur maternité ou leur paternité en faisant une simple déclaration attestant que l'enfant est réellement le leur. De plus, l'un ou l'autre des parents peuvent contester en justice une présumée filiation, ou la réclamer si elle est contestée ou non reconnue. *Guide québécois de la famille, Gouvernement du Québec, Secrétariat à la famille, Gaëtan Morin éditeur, 1993.*

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSENETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration ANDRÉ LECLERC

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN ROBERT SANSFAÇON

2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Québec honore huit citoyens

Les Prix du Québec soulignent leur contribution dans les domaines culturel et scientifique

MARIE LAURIER
LE DEVOIR

Le gouvernement du Québec a proclamé solennellement hier soir au cours d'une émission spéciale à Radio-Québec les noms des huit lauréats aux Prix du Québec, reconnaissant ainsi leur contribution au développement de la société québécoise dans les domaines de la culture et de la science.

Ce sont les cinq artistes suivants: la comédienne Monique Mercure, prix Denise-Pelletier pour les arts d'interprétation, l'écrivain Gilles Hénault, prix Athanase-David pour la littérature, Armand Vaillancourt, prix Paul-Émile Borduas pour les arts visuels, la muséologue Carmen Gill-Casavant, prix Gérard-Morisset pour la conservation du patrimoine. Le cinéaste Francis Mankiewicz, décédé le 14 août dernier, avait déjà été choisi en juin au titre de lauréat du prix Albert-Tessier pour le cinéma et la comédienne Monique Spaziani est venue le recevoir à sa place.

Les trois personnalités du monde scientifique sont les suivantes: le professeur Gérard Bouchard, prix Léon-Gérin pour les sciences humaines, le chercheur Lionel Boulet, prix Armand-Frappier pour la création ou le développement d'institutions de recherche, le docteur Brenda Milner, prix Wilder-Penfield pour le domaine biomédical.

Exceptionnellement, aucune candidature soumise n'a été retenue pour le prix Marie-Victorin en sciences naturelles.

Les ministres de la Culture et de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, Liza Fruita et Lucienne Robillard présidaient la remise des distinctions à chacun des lauréats qui ont été présentés par Andrée La Chapelle et Pierre Therrien. Voici un bref profil de chacun d'eux dans l'ordre de présentation d'hier, en attendant le portrait plus détaillé que LE DEVOIR en fera

dans son édition de samedi prochain, 4 décembre.

***Monique Mercure** fait carrière depuis plus de trente ans au théâtre, au cinéma et à la télévision, en plus d'être une musicienne accomplie comme violoncelliste. Elle a interprété les plus grands rôles du répertoire de la dramaturgie, des téléromans et du cinéma québécois et son talent a été reconnu par de nombreux prix et de multiples décorations. Depuis deux ans elle dirige l'École nationale de théâtre.

***Gilles Hénault**, poète, écrivain, critique d'art, journaliste, a un parcours littéraire impressionnant. Né en 1920, il passe son enfance à Montréal et en autodidacte curieux, il s'instruit par la lecture et fréquente assidûment les bibliothèques et découvre ses auteurs favoris; Montaigne, Villon, Beaudelaire, Rimbaud, Apollinaire, Eluard. En 1939, il devient journaliste et sera le directeur de la section des arts au DEVOIR de 1959 à 1961. De 1966 à 1971, il assume la direction du Musée d'art contemporain tout en poursuivant parallèlement ses travaux d'écriture commencés en 1941 par la publication d'un premier poème intitulé *L'Invention de la roue*, ce qui lui confère instantanément la réputation d'initiateur de la poésie moderne au Québec.

***Lionel Boulet**, professeur, premier récipiendaire du nouveau prix Armand-Frappier, a fondé en 1967 l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) et il a fait d'innombrables recherches universitaires et industrielles en génie électrique, et aussi dans le domaine des accumulateurs, de l'hydrogène, de l'énergie éolienne, de la fusion, des électrotechnologies et des plasmas industriels. Né à Québec en 1919, il a fait carrière dans l'enseignement à l'Université Laval, tout en tissant de nombreux liens professionnels avec les chercheurs des universités du Canada, des États-Unis et de l'Europe. On le considère comme un bâtisseur du Québec dans le domaine de la recherche et du développement en sciences physiques.

***Francis Mankiewicz**, cinéaste, a appris en juin dernier, avant sa mort survenue prématurément le 14 août, qu'il était le lauréat, à 49 ans du prix Albert-Tessier. Cela dit, le jury ne croit donc pas enfreindre le règlement voulant qu'il ne soit pas accordé à titre posthume. La comédienne Monique Spaziani a symboliquement reçu le prix hier en sa mémoire. Mankiewicz était avant tout un auteur de films et on lui doit un premier chef-d'œuvre en 1978, *Les Bons débarras* selon le scénario de Réjean Ducharme. En 1987 il réalisait *Les Portes tournantes* avant de poursuivre sa carrière à Toronto dans des conditions plus favorables. Mais c'est au Québec qu'il laisse son plus précieux héritage cinématographique.

***Carmen Gill-Casavant**, muséologue, a passé la majeure partie de sa vie à Mashteuatsh (Pointe-Bleue), une réserve en bordure du Lac Saint-Jean. Après ses études et un séjour aux États-Unis elle revient pour y fonder en 1977 le musée amérindien, sauvegardant ainsi les patrimoines des Premières Nations et mettant en relief la culture des Amérindiens. Le musée est devenu un important attrait touristique régional et depuis quinze ans, il attire des clientèles de plus en plus nombreuses.

***Gérard Bouchard**, démographe, chef de file dans le domaine de l'histoire sociale, s'intéresse depuis plus de vingt ans à l'étude des populations et à leur reproduction dans une perspective historique. Il a publié de nombreux travaux de recherche sur les régions, posant de façon inédite des problèmes décisifs relatifs au peuplement rural, aux migrations, aux changements culturels. Né en 1943 à Jonquières, il a étudié la démographie à Paris avant d'entreprendre une carrière d'enseignant à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il est présentement directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur les populations (SOREP). Selon Fernand Dumont, Gérard Bouchard se situe «au tout premier rang des historiens contemporains du Québec» et sa renommée déborde

cette frontière.

***Armand Vaillancourt**, sculpteur, est né le 3 septembre 1929 à Black Lake, dans les Cantons de l'est, le 15e d'une famille de 16 enfants.

Il fait ses études secondaires à Ottawa et durant son adolescence, il exerce différents métiers, entre autres mineur avec son père, scaphandrier et à 17 ans il s'engage comme matelot dans la marine marchande pour défrayer ses études qu'il fera à l'École des beaux-arts de Montréal. Dès sa première création, *L'arbre de la rue Duchrocher* (1958), Vaillancourt fait éclater les normes de la sculpture et des arts de son époque et devient un personnage légendaire. Parmi ses œuvres, on note un monument contre la guerre à Chicoutimi (1959), *L'Humain*, une sculpture commandée par l'École des arts et métiers d'Asbestos, une autre pour le Palais de justice de Québec, *El Clamor*, à Santo Domingo, la sculpture-fontaine pour l'Embarcadero Plaza de San Francisco (1967-1971). Dans son abondante production, il a réalisé une cinquantaine d'œuvres monumentales et audacieuses.

***Brenda Milner**, psychologue, est la première lauréate du tout nouveau prix Wilder-Penfield. Elle a créé la neuropsychologie, cette nouvelle science qui relie les sciences du comportement, de l'étude du cerveau et de la fonction des facultés cognitives. En combinant les aspects expérimentaux et cliniques en un seul champ, Dr Milner a donné à cette discipline son contenu et son caractère exceptionnels, soulignent ses collègues de l'université McGill où elle enseigne. Née en Angleterre, elle a commencé sa carrière académique en 1944 à l'Institut de psychologie de l'Université de Montréal. En 1952, elle poursuit sa carrière à McGill et tout récemment elle a reçu la chaire honorifique Killam de l'Institut neurologique de Montréal. Elle a publié des articles remarquables sur la mémoire en collaboration avec son maître, le Dr Wilder Penfield.

CIVIQUE Tous nommés

SUITE DE LA PAGE 1

avocats. On ne compte que cinq femmes dans l'équipe actuelle.

Aucun d'entre eux n'a eu à faire face à une assemblée d'investiture. Ils ont tous été choisis par Clément Bluteau, conjointement avec le conseil général du PCM. L'un des districts électoraux où le PCM n'a pas encore de candidat est celui représenté par la présidente du comité exécutif de la Ville, Léa Cousineau.

Plaque de ses 23 candidats, Clément Bluteau a critiqué sévèrement l'administration Doré-Cousineau qui, selon lui, «est en train d'appauvrir de façon alarmante» Montréal. «Le triste bilan des sept dernières années se traduit par un abus de taxation que nos contribuables ne peuvent plus assumer», a déclaré M. Bluteau qui a même accusé le RCM d'avoir trahi les Montréalais.

M. Bluteau a également rappelé que le cheval de bataille du PCM sera l'économie. Il a tendu la main aux gens d'affaires qui sont descendus dans la rue au cours de la dernière année pour «crier au secours à une administration qui fait la sourde oreille». «Nous ferons en sor-

te que les acteurs de cette relance économique soient avec nous, côte à côte», a indiqué un Clément Bluteau qui affichait beaucoup d'assurance.

M. Bluteau a pris quelques engagements, notamment de réduire le conseil municipal à 35 élus (plutôt que 51), d'imposer un moratoire sur la création de sociétés paramunicipales, d'installer des élus à la tête de ces organismes, d'abolir la surtaxe et de mettre l'accent sur les patrouilles policières à pied et à vélo.

La promesse électorale la plus étonnante est la mise sur pied d'un mécanisme de révision qui permettrait à 51% des électeurs de remédier de ses services, après 18 mois, un politicien qui ne remplirait pas son mandat à leur satisfaction. Cette clause de rappel est également prônée par le Reform Party.

Appelé à commenter la possibilité d'alliance avec certains candidats à la mairie qui se multiplient depuis quelques semaines (entre autres Jérôme Choquette, Pierre Bourque et Claude Beauchamp qui se lance officiellement en politique municipale ce midi), M. Bluteau a dit que «le Parti civique est toujours ouvert aux propositions» et qu'il est prêt à mettre de l'eau dans son vin.

TRAVAIL Le Québec se démarque

SUITE DE LA PAGE 1

marchés, des centaines, voire des milliers d'employeurs, croit Gérard Larose, tenteront de faire avaler aux employés des contrats de travail de longue durée comprenant des conditions minimales de travail.

D'autre part, lorsqu'une entreprise réussira à s'entendre avec ses employés sur un contrat de 7 ans, il deviendra impossible pour les syndicats affiliés à une centrale de joindre les rangs d'une autre avant la sixième année et demie.

Quant le contrat sera de six ans, aucun maraudage ou changement d'allégeance ne pourra être possible avant le deuxième trimestre de la cinquième année. Si le contrat est de cinq ans, statu quo pendant quatre ans et demi. Et ainsi de suite.

En forçant les travailleurs à demeurer, malgré leur volonté, au sein de la même association syndicale durant une aussi longue période, le Québec se démarque de toutes les provinces canadiennes. Car de telles dispositions n'existent nulle part ailleurs, les travailleurs canadiens étant libres d'adhérer à l'association de leur choix au moins une fois tous les trois ans.

Tres mauvaise nouvelle donc pour les spécialistes du maraudage, ces opérations quasi guerrières qui permettent à une centrale de faire des gains sur ses concurrents en lui arrachant des membres, à force d'arguments ou de démagogie.

Mauvaise nouvelle surtout pour les syndicats à la santé financière fragile, ou qui perdent par centaines des membres en raison des fermetures d'usine.

Autant de cotisants qui seront très difficiles à remplacer, compte tenu de la prolifération des syndicats indépendants, et des nouvelles règles de maraudage prévues dans le projet de loi 116.

Après avoir procédé à un examen minutieux de ce pro-

jet, la CSN vient de lancer ses premières flèches en direction du ministre Cherry, l'accusant de rayer d'un trait 30 ans de pratiques syndicales et de mettre en danger l'existence des droits de négociation et d'association.

«En théorie, explique Gérard Larose, ce projet de loi vise à rassurer les employeurs et les investisseurs étrangers. En échange de leurs millions, on leur promet la lune et la paix industrielle. Sauf que c'est le contraire qui risque de se produire».

«Car comment pensez-vous que les travailleurs réagiront — advenant une reprise économique ou tout autre changement majeur —, si leurs conditions de travail, salariales et normatives sont gelées pour 10 ans?»

En faisant du zèle? «Exactement, quoi d'autre? demande Larose. Si les entreprises s'obstinent à ne vouloir apporter aucun changement à une entente à long terme — bien que ce serait leur droit, la convention étant légale et signée —, les travailleurs n'auraient d'autre alternative que de pourrir le climat de travail pour obtenir plus de justice. Brillant comme projet de loi».

Actuellement au Québec, une cinquantaine de conventions collectives ont une durée de vie de plus de trois ans. Celles-ci ont été scindées pour respecter le Code du travail, mais toutes signées dans le cadre d'un sauvetage d'entreprise, ou d'un programme majeur de restructuration.

Dans chaque cas, les syndicats obtenaient des avantages supplémentaires ou des droits et garanties qui en faisaient de véritables partenaires de l'entreprise.

«Ce qui est à mille lieues de l'objectif poursuivi par le projet de loi 116», indique Gérard Larose.

«Etant à l'origine de plusieurs ententes de longue durée, la CSN est bien placée pour démontrer quelles sont les réponses à des situations exceptionnelles. Elles sont possibles parce que librement consenties. Non imposées par le Code du travail».

CULTURE Identité nationale

SUITE DE LA PAGE 1

jections, le Secrétariat d'État, le Sport amateur et les Parcs nationaux.

«La vie intellectuelle et la culture ont toujours occupé une place extrêmement importante dans ma vie», raconte le ministre. Fils de Pierre Dupuy, autrefois doyen du corps diplomatique canadien et commissaire général d'Expo 67 — «le plus grand festival artistique qu'on ait jamais connu» —, il se souvient de ses visites au musée du Louvre étant enfant. Boulimique de lecture, adepte de musique classique, il a même publié jadis un roman, un «pêche de jeunesse», dit-il avec un sourire.

Bref, «la culture, c'était dans la maison». Une culture dont le ministre parle avec affection et qu'il est «extrêmement heureux» d'avoir aujourd'hui à défendre et à promouvoir au nom de l'État canadien. Sur son rôle à cet égard, il a d'ailleurs des idées bien arrêtées.

De son ministère, il dit ainsi que «ce qui en a amené la formation, c'est l'idée d'une identité nationale».

Michel Dupuy n'est pas sans savoir que cette question de l'identité nationale fait toujours, au Canada, l'objet de controverse. À l'heure des régionalismes, c'est pire. Dans la dernière campagne électorale, le Reform Party a défendu le principe de la décentralisation et d'une plus grande maîtrise d'œuvre des provinces en matière culturelle. Il y a quelques semaines, Lucien Bouchard parlait du Patrimoine canadien comme de «l'euphémisme fédéral pour désigner la culture canadienne, qu'on définira sur le dos de la culture québécoise».

À cet égard, le ministre tient à éviter les querelles, mais il tient aussi à ce qu'Ottawa garde sa place. Il dit avoir une «vision très ouverte» des choses.

«Tres franchement, je ne crois pas qu'on doive faire de la politique quand on a une vision comme celle que j'ai de ce que c'est que la culture. Ceux qui veulent faire de la politique peuvent le faire, c'est bien sûr. Vous pouvez prendre un livre de recettes de cuisine et faire de la politique avec, parler de juridictions. Mais, finalement, est-ce que ça fera un bon repas?», demande-t-il.

«Puisque nous avons un pays qui comprend différents paliers de gouvernement, le bon sens c'est que les paliers de gouvernement travaillent ensemble. Parce que finalement, c'est toujours la même communauté, c'est toujours le même contribuable qui paie les taxes, et les paliers de gouvernement sont là pour le servir et non pas pour provoquer des ajournements de bureaucraties».

Surtout, aurait-il pu ajouter, quand l'argent se fait rare. Dans le secteur de la culture et des communications, les conservateurs ont procédé à des restrictions budgétaires draconiennes: 10% de moins pour le Conseil des Arts et Téléfilm Canada, 250 millions\$ de moins au cours des trois prochaines années pour Radio-Canada.

Michel Dupuy ne veut pas s'avancer de manière précise sur ces dossiers. Tout au plus rappelle-t-il l'engagement du «livre rouge» libéral de doter les grandes institutions culturelles d'un budget «pluriannuel stable». Question de leur permettre de savoir où elles s'en vont, parce qu'un des problèmes, c'est l'incertitude budgétaire.

Mais un questionnement de fond devra avoir lieu avant qu'on s'attarde aux problèmes strictement péculaires. «Prenez Radio-Canada, par exemple. Il faut se demander quel genre d'institution nous voulons. Est-ce que nous voulons une institution qui a une responsabilité publique, ou est-ce que nous voulons en faire une opération commerciale? Ce n'est plus la même maison selon que vous prenez une direction ou l'autre», dit M. Dupuy.

Le ministre arrive aussi en poste au moment où la culture et sa «mondialisation» font l'objet de débats passionnés. Le secteur a été protégé dans les deux accords de libre-échange signés par le Canada, mais il est toujours sur la table de négociations au GATT. M. Dupuy s'en préoccupe.

«Les dispositions d'exception pour la culture insérées dans l'ALE et l'ALENA ne sont pas parfaites, mais elles sont sages. Nous devons travailler pour obtenir au moins la même chose au GATT. Nous ne sommes pas les seuls à penser ainsi: la France, par exemple, se pose les mêmes questions. Les technologies de communication progressent à un tel rythme que cela crée des problèmes.»

REMBLAYAGE 601 îles

SUITE DE LA PAGE 1

ne et augmente celle en matières organiques. Le dragage remet aussi en suspension des sédiments contaminés.

Quant au passage des bateaux, leurs vagues provoquent, selon le rapport fédéral, une intense érosion des rives, particulièrement dans la région du lac Saint-Pierre. En plus d'avoir provoqué l'artificialisation des rives sur des dizaines de kilomètres, elles détruisent les herbiers et frayères qui restent. Cette activité du gouvernement fédéral n'a jamais fait l'objet d'une évaluation publique de ses impacts.

La compilation des captures de poissons par la pêche expérimentale de l'Aquarium de Québec, le seul film historique disponible sur l'abondance relative des espèces aquatiques du fleuve, indique que plusieurs populations de poissons ont chuté dans des proportions supérieures à 90% depuis une génération, dont le poullon, le beluga et l'esturgeon. Dans le golfe, le déclin des pêcheries a non seulement atteint des proportions alarmantes pour les espèces, mais leur rareté frappe durement les communautés humaines qui en dépendaient jusqu'ici.

L'agriculture occupe une place prépondérante avec le développement urbain dans la destruction des milieux humides fluviaux, qui servent d'aires de reproduction ou d'alimentation aux différentes espèces en plus d'épurer l'eau gratuitement.

L'activité agricole, selon ce bilan du PASL, est responsable de 40% de la destruction des 685 km de milieux humides côtiers. Ils ont été remblayés ou asséchés pour la plupart.

Entre Cornwall et Matane, 3643 ha de milieux humides ont disparu entre 1950 et 1978, dont 75% avant 1965, ajoute ce bilan du PASL. La construction de l'auto-route de Beauport a détruit à elle seule 400 ha. Mais c'est dans la région de Montréal, où le remblayage sauvage des rives à des fins domiciliaires — et pour la construction des îles d'Expo 67 — a atteint un sommet inégalé: on y a détruit en 25 ans près de 5000 ha dans des zones essentielles à la survie de plusieurs espèces.

Le dernier inventaire des milieux humides effectué le long du Saint-Laurent indique qu'il en reste 48 245 ha, dont 32 000 au lac Saint-Pierre et 11 000 au lac Saint-François. Depuis une semaine, il faut obtenir la permission du sous-ministre de l'Environnement pour y intervenir, même sur des terrains privés.

Les milieux riverains utilisés par les oiseaux migrateurs (700 000 oiseaux par année) sont cependant plus vastes car cette catégorie englobe les milieux humides d'une zone d'environ 10 km de chaque côté du fleuve entre Cornwall et Tadoussac: il y reste 86 920 ha d'her-

bières, marais et marécages, pour la plupart des terrains privés. On trouve dans ce corridor la moitié des espèces fauniques et de la flore du Québec. Des 246 plantes vasculaires que le PASL entend protéger en priorité, 108 sont associées à ces milieux humides et 82 s'y reproduisent exclusivement.

En 1989, indique le bilan fédéral, 11% de cette bande riveraine élargie était construite ou constituée de sols nus, disponibles à cette fin. L'agriculture a artificialisé 44% de cette bande riveraine élargie (10 km), dépassant maintenant en surface la zone boisée, qui totalise 40% du total.

On compte d'autre part dans le fleuve 601 îles, qui offrent une protection exceptionnelle à la faune ailée et aquatique, malgré l'intérêt croissant des promoteurs à leur endroit.

Pour les chercheurs du Centre Saint-Laurent, «ces pertes de milieux humides sont considérées comme significatives puisque ces milieux sont essentiels au maintien des écosystèmes».

Ces données, dont l'horizon remonte à 1950, n'incluent pas la construction antérieure des villes et villages aux embouchures des estuaires fluviaux. Ces endroits, choisis pour leur facilité d'accès par voie d'eau, étaient en général des sites de fraie et d'alimentation de première importance pour la biomasse fluviale.

Le rapport signale que les espèces déplacées par ce développement anarchique ne survivent généralement pas ailleurs, contrairement à la croyance populaire.

Les poissons et les espèces ayant survécu à la disparition de leurs assises biologiques reçoivent maintenant 250 000 tonnes de déchets liquides, chimiques et dangereux, chaque année, sous forme d'huiles, de graisses, de solvants, d'acides, de cyanures et de métaux. Environ 60% de ces déchets proviennent de la région de Montréal et de la Rive-Sud (Montréal). Ces substances peuvent non seulement tuer les populations en zone de forte concentration mais leur dispersion ne les empêche pas de provoquer des malformations congénitales et de réduire la capacité de reproduction des espèces survivantes.

L'agriculture intensive, note le rapport, engendre pour sa part une forte érosion. Ses rejets d'engrais et de pesticides sont tout aussi meurtriers pour les espèces. Même la villégiature est mise au banc des accusés par le rapport car elle chasse une partie de la faune des milieux boisés. Elle a aussi des impacts sur les rives, en raison de la construction des quais. Et les propriétaires de tout-terrain sillonnent les berges et les plages sans souci de la végétation, voire des nids, ce qui menace la survie du pluvier siffleur aux îles-de-la-Madeleine.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355